

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**RAPPORT DE REVUE DU PORTEFEUILLE**

**DEPARTEMENT REGIONAL CENTRE (ORCE)**

**Juin 2007**

## TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
SIGLES ET ABREVIATIONS	
RESUME ANALYTIQUE	(i-iii)
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
1.1 Contexte général du portefeuille	1
1.2 Envergure et composition du portefeuille	1
1.3 Objectifs de la revue et structure du rapport	2
<b>II. PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE</b>	<b>3</b>
2.1 Projets âgés et projets à problème	3
2.2 Evaluation de la fréquence et de la qualité des supervisions	3
2.3 Questions transversales	3
2.4 Décaissements	5
2.5 Evaluation globale de la performance du portefeuille	5
<b>III. COORDINATION AVEC LES AUTRES BAILLEURS</b>	<b>6</b>
3.1 Evaluation de la capacité de coordination du gouvernement	6
3.2 Evaluation de la coordination de la Banque avec les autres bailleurs	6
3.3 Evaluation de la performance des co-financiers	6
<b>IV. EVALUATION DE LA CAPACITE DE GESTION ET D'EXECUTION DES PROJETS</b>	<b>7</b>
4.1 Performance du Gouvernement	7
4.2 Performance de la Banque	8
<b>V. REMBOURSEMENT DES PRETS ET ARRIERES</b>	<b>8</b>
<b>VI. GESTION PROACTIVE DU PORTEFEUILLE</b>	<b>8</b>
6.1 Problèmes potentiels et solutions	8
6.2 Plan d'action	8
6.3 Leçons à tirer	9
<b>VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>9</b>
7.1 Conclusions	9
7.2 Recommandations	10
Annexe 1	: Résumé des opérations du Groupe de la Banque en RDC
Annexe 2	: Matrice d'actions d'amélioration du portefeuille
Annexe 3	: Revue et fiche d'évaluation par projet
Annexe 4	: Tableau synthétique des évaluations de performance par projet et secteur
Annexe 5	: Matrice des problèmes communs du portefeuille
Annexe 6	: Matrice des questions transversales
Annexe 7	: Indicateurs de performance du portefeuille

## SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD	:	Banque africaine de développement
BCC	:	Banque Centrale du Congo
BCECO	:	Bureau Central de Coordination des projets publics
CTR	:	Comité technique de suivi des réformes
DSRP	:	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
FAD	:	Fonds africain de développement
FER	:	Fonds d'entretien routier
INERA	:	Institut National de Recherches Agronomiques
MOD	:	Maîtrise d'ouvrage déléguée
ODM	:	Objectifs de développement du millénaire
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PAIM	:	Projet d'appui institutionnel multisectoriel
PARER	:	Programme d'appui à la relance économique et à la réunification
PARSAR	:	Projet d'appui à la réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces du Bas-Congo et le Bandundu
PRESAR	:	Projet de réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces du Katanga et des 2 Kasai
PAPDDS	:	Projet d'appui au plan directeur de développement sanitaire dans la province orientale
PASE	:	Projet d'appui au secteur de l'éducation
PEG	:	Programme Economique du Gouvernement
PIB	:	Produit intérieur brut
PMURR	:	Programme multisectoriel d'urgence pour la réhabilitation et la Reconstruction
PMURIS	:	Projet multisectoriel de réhabilitation des infrastructures socio-économiques
PNUD	:	Programme des Nations unies pour le développement
RDC	:	République démocratique du Congo
SENAREC	:	Secrétariat national pour le renforcement des capacités
VIH/SIDA	:	Virus d'immunodéficience humaine/Syndrome immunodéficience acquis
UC	:	Unité de compte BAD
UEP-BAD	:	Unité d'exécution des Projets de la Banque

**EQUIVALENCES MONETAIRES**  
(Juin 2007)

Unité monétaire	= Franc congolais ( CDF)
UC	= 846.589 CDF
UC	= 1.51286 Dollars EU

**EXERCICE BUDGETAIRE**

1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

## RESUME ANALYTIQUE

### Contexte général du portefeuille

1. Depuis la reprise des opérations de la Banque en 2001, l'exécution du nouveau portefeuille de la Banque en République Démocratique du Congo s'est opérée dans un contexte national peu stable aux plans politique et socio-économique. Les contraintes institutionnelles de la transition politique (2003-2006), ont affecté la performance du portefeuille. Depuis fin 2006, l'environnement politique du pays a connu de changements majeurs avec l'élection du président de la République et la nomination d'un nouveau Gouvernement. Les perspectives d'exécution et d'amélioration du portefeuille de la Banque s'annoncent plus favorables avec une visibilité politique et économique plus stable à moyen terme, et l'engagement par le Gouvernement d'un programme pour 2007-2011 basé sur un contrat de bonne gouvernance.

2. Depuis 2001, la Banque a financé dix (10) projets et programmes dans le secteur public pour un montant total net de 223,90 millions UC, dont 112,76 millions UC sous forme de don. La répartition du portefeuille par secteur est la suivante : Agriculture (27,6%) ; Transport (23,4%) ; Social (13,5%) ; Multisecteurs (35,5%). Les décaissements ont atteint un montant total de 57,98 millions UC, soit un taux global de décaissement de 25,9%. Au 30 juin 2007, *le portefeuille actif de la Banque comprend neuf (9) opérations portant sur huit (8) projets et une (1) étude d'un montant total d'engagements de 177,76 millions UC. Le montant total décaissé sur ces opérations en cours est de 11,86 millions d'UC, soit un taux de décaissement de 6,67 %.*

### Qualité du portefeuille

3. L'âge moyen du portefeuille en cours est de 3 ans. Toutefois, deux (2) projets d'urgence de la première génération ont plus de 4 ans avec un taux d'exécution entre 16 et 42 %, et dont la clôture a été prorogée à fin 2007 (PAIM) et fin 2008 (PMURIS). La qualité du portefeuille est affectée par la faible performance de trois projets à problèmes ( PMURIS, Projet Santé, PARSAR ) dont le montant total de financement représente plus du tiers du portefeuille (34,4%).

### Qualité de la supervision

4. Au cours des deux dernières années (2005 et 2006), la moyenne de supervision par projet se rapproche de l'objectif de 1,5 par an. Toutefois, la qualité des supervisions n'était pas satisfaisante en ce qui concerne les projets d'urgence de réhabilitation des infrastructures socio-économiques et sanitaires (PMURIS, Santé), en raison du manque de coordination inter-sectorielle et des changements fréquents des task managers. Ces problèmes ont affecté la performance de ces projets dont les taux d'exécution sont respectivement de 1% (Projet Santé) et 16% (PMURIS). Compte tenu des retards et des difficultés de démarrage de ces projets, une révision par la Banque s'impose en vue de prendre les mesures correctives nécessaires et assurer une utilisation optimale des ressources.

### Performance du portefeuille et contraintes

5. La présente revue a porté sur les neuf (9) opérations en cours d'exécution, y compris l'étude qui a été lancée en juin 2007. Avec une note globale de 1,7 point (sur une échelle de 0 à 3), la performance du portefeuille est jugée non satisfaisante. S'agissant de la première revue du portefeuille depuis la reprise de la coopération, cette évaluation servira de référence pour la prochaine revue du portefeuille

en 2009. Cette note traduit le faible taux d'exécution et de décaissement des projets et l'affectation des objectifs de développement en raison des retards dans l'exécution. Cependant, il faut noter que cette performance est affectée par l'état de démarrage des nouveaux projets qui représentent 50,2% des engagements du portefeuille. Ces projets devraient atteindre leur vitesse de croisière d'exécution au cours de l'année 2007 ce qui permettra une amélioration prévisible de la performance globale en cours d'année.

6. Les principales contraintes d'exécution des projets résident essentiellement dans l'environnement socio-politique difficile du pays qui sort d'une longue période de crise et de conflits, les faibles capacités d'exécution et de gestion des ministères et les difficultés pour l'Etat de débloquer sa contrepartie dans les projets. Les faibles capacités nationales ont justifié l'approche adoptée par la Banque en confiant l'exécution de ses premiers projets au Bureau central de coordination « BCECO », organe créé par le Ministère des Finances en 2002 avec l'appui de la Banque mondiale. Par ailleurs, des insuffisances dans la formulation, la coordination et le suivi au niveau de la Banque ont altéré la performance des deux projets (PMURIS, Santé) qui accusent un retard de plus de 2 ans.

### **Plan d'actions et leçons à tirer**

7. En dehors des projets à problèmes identifiés qui nécessitent une revue globale ou partielle des composantes et/ou des modes d'exécution, le portefeuille actuel ne comporte pas d'autres projets potentiels à risque. Au cours de cette revue, des plans d'actions ont été établis pour les projets les plus âgés en vue de leur achèvement en cours d'année ou en 2008. Les autres projets récents s'exécutent normalement et ne devraient pas rencontrer de problèmes majeurs compte tenu de l'assistance attendue aux agences d'exécution par le Bureau de la Banque, de la formation organisée en juillet 2007 sur les procédures d'acquisition et de décaissements, et des supervisions plus qualifiées réalisées et programmées par le Siège et le Bureau de la Banque en 2007.

8. La performance du portefeuille de la Banque en RDC sera améliorée par les mesures préconisées visant l'amélioration de la qualité des opérations à l'entrée, ainsi que le renforcement du suivi et de l'assistance de la Banque aux agences d'exécution avec l'appui du Bureau régional de la Banque. Les leçons tirées pour le prochain DSP 2008-2012 se résument comme suit : (i) prévoir des ressources de PPF ou équivalent pour améliorer la qualité de préparation des projets inscrits au programme de prêt ; (ii) renforcement des capacités des ministères techniques dans le cadre des nouveaux projets et programmes ; (iii) adaptation des modes d'exécution des projets au contexte du pays et des zones d'intervention ; (iv) systématiser la programmation des revues à mi-parcours pour mieux orienter les activités vers les objectifs du projet et prévenir les risques de blocage d'exécution des projets.

### **Conclusions**

9. Le portefeuille de la RDC est encore jeune et sa performance jugée insuffisante ( note globale de 1.7) a été principalement affectée par les contraintes institutionnelles d'exécution et le contexte de transition politique du pays pendant la période 2003-2006. L'urgence de préparation de certains projets dans le cadre du programme d'urgence de reconstruction du pays a aussi affecté la qualité à l'entrée de ces projets, dont l'exécution a été totalement ou partiellement bloquée par la conception inadéquate ( projet santé « PAPDDSS ») ou l'identification insuffisante de certaines composantes (volet « infrastructures de santé » du PMURIS).

10. Certaines dispositions ont été déjà prises par la Banque au cours du premier semestre 2007 pour assurer un meilleur suivi du portefeuille en dynamisant le rôle de l'équipe-pays. La Banque poursuivra le dialogue avec le Gouvernement pour conjuguer les efforts en vue de l'amélioration de la qualité et de la performance du portefeuille. Des recommandations et un plan d'actions à court et moyen termes ont été établis à l'issue de la revue, dont le suivi avec les autorités congolaises sera assuré avec le concours du Bureau régional.

## **I. INTRODUCTION**

### **1.1 Contexte général du portefeuille**

Après la reprise des activités de la Banque en République Démocratique du Congo en 2001, l'exécution du nouveau portefeuille de la Banque s'est effectuée dans un contexte national encore peu stable aux plans politique et socio-économique, en dépit du programme économique engagé par le Gouvernement de transition mis en place en juin 2003. Entre 2003 et 2006, la croissance moyenne du PIB réel a été de 6,2 % par an, avec un taux d'inflation maîtrisé jusqu'en juin 2005. Des dérapages des dépenses publiques étaient apparus à partir de la 2<sup>ème</sup> moitié de 2005, en rapport avec la recrudescence de l'insécurité dans l'est du pays et le fonctionnement des institutions de la transition. Cet environnement peu favorable a affecté la performance du portefeuille constitué de 87% d'opérations approuvées pendant la période de la transition (2003-2006). L'environnement politique du pays a connu depuis fin 2006 de changements majeurs avec l'élection du président de la République et la nomination d'un Gouvernement issu de la majorité élue suite aux élections générales organisées en octobre 2006. Avec ces changements, les perspectives d'exécution et d'amélioration du portefeuille de la Banque s'annoncent plus favorables avec une visibilité politique et économique plus stable à moyen terme, et l'engagement par le Gouvernement de son programme élaboré pour la période 2007-2011.

### **1.2 Envergure et composition du portefeuille**

#### **a) Aperçu général**

1.2.1 Depuis la reprise de ses activités en 2001, la Banque a financé dix (10) opérations dans le secteur public pour un montant total net de financement de 223,90 millions UC, dont 112,76 millions UC sous forme de don. La répartition du portefeuille par secteur est la suivante : Agriculture (27,6%) ; Transport (23,4%) ; Social (13,5%) ; Multisecteurs (35,5%). A fin juin 2007, les décaissements ont atteint un montant total de 57,98 millions UC, soit un taux global de décaissement de 25,89%.

**Tableau 1 : Répartition sectorielle des engagements  
au 30/06/2007**

Secteurs	Nombre d'opérations	Engagements nets En millions UC	% par secteur	Montant décaissé En millions UC	% décaissé
Agriculture	3	61,85	27,6	2,538	4,1
Social	2	30,23	13,5	2,413	8,0
Transport	1	52,45	23,4	0	0
Multisecteur	4	79,37	35,5	53,028	66,8
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>223,90</b>	<b>100,0</b>	<b>57,979</b>	<b>25,89</b>

1.2.2 Au 30 juin 2007, deux (2) opérations sont achevées, en l'occurrence le programme d'appui aux réformes pour la relance économique et à la réunification « PARER » dont le prêt a été totalement décaissé mais dont l'appui institutionnel est encore en cours d'exécution, et le premier projet d'urgence de renforcement des capacités dont le reliquat a été annulé. L'âge moyen du portefeuille est de 3,5 ans

pour les projets gérés par le BCECO et de 1,5 an pour les opérations plus récentes gérées par les ministères techniques.

### **b) Aperçu sur le portefeuille actif**

1.2.3 Au 30 juin 2007, le portefeuille actif de la Banque comprend neuf (9) opérations portant sur huit (8) projets, y compris l'appui institutionnel du PARER, et une (1) étude d'un montant total d'engagements de 177,76 millions UC. Le montant total décaissé sur ces opérations est de 11,86 millions d'UC, soit un *taux de décaissement de 6,67 %*. Ce faible taux de décaissement est affecté par le non démarrage du projet routier et de l'étude du secteur agricole. Le tableau 2 ci-après donne la répartition par secteur des opérations en cours d'exécution.

**Tableau 2 : Opérations en cours de la Banque au 30/06/2007**

Secteurs	Nombre d'opérations	Engagements nets En millions UC	% par secteur	Montant décaissé En millions UC	% décaissé
Agriculture	3	61,85	34,8	2,538	4,10
Social	2	30,23	17,0	2,413	7,98
Transport	1	52,45	29,5	0	0
Multisecteur	3	33,23	18,7	6,912	20,8
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>177,76</b>	<b>100,0</b>	<b>11,863</b>	<b>6,67</b>

### **1.3 Objectifs de la revue et structure du rapport**

1.3.1 Cette revue du portefeuille en RDC est la première revue depuis la reprise des opérations de la Banque en 2001. Elle a fait l'objet d'une mission multisectorielle de la Banque en RDC, et a été effectuée conjointement avec le gouvernement du 5 au 17 mars 2007. Ce rapport informe la Haute Direction sur la situation et la performance du portefeuille de la Banque en RDC, et propose un plan d'actions à court et moyen termes en vue d'améliorer la qualité et la performance générale du portefeuille.

1.3.2 La revue a porté sur les neuf (9) opérations en cours d'exécution. Cette revue fait le point sur l'état d'avancement de projets et études en identifiant les contraintes et problèmes spécifiques et fait des recommandations sur les actions préconisées pour chaque opération en vue d'améliorer la qualité et la performance du portefeuille de la Banque en RDC. Elle examine et présente également des solutions aux problèmes institutionnels et de gestion qui obèrent la capacité d'absorption des ressources extérieures de la RDC et affectent la performance générale du portefeuille.

1.3.3 Ce rapport se base sur les informations recueillies au cours de la revue et sur les rapports d'avancement et de supervision au cours du premier semestre 2007. Dans sa structure, il traite du portefeuille dans sa globalité et présente successivement : (i) la performance du portefeuille ; (ii) la coordination de l'aide ; (iii) l'impact sur le développement ; (iv) l'évaluation des capacités de gestion et d'exécution du portefeuille ; (v) les principaux problèmes et mesures à prendre (vi) et les conclusions,

leçons et recommandations. La revue du portefeuille par secteur et par opération est traitée dans les appendices 1 et 2.

## **II. PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE**

### **2.1 Projets âgés et projets à problème**

2.1.1 A fin juin 2007, l'âge moyen des projets est de 3 ans. Toutefois, 3 projets sur 9 en cours d'exécution sont âgés de plus de 3 ans (3,5 à 4,5 ans) et font l'objet d'une prorogation de la date limite du dernier décaissement de 1 à 2 ans, compte tenu du faible taux d'exécution qui est entre 16% et 40%. Ces projets appartiennent à la catégorie « multisecteurs » et sont relatifs aux premières opérations approuvées par la Banque au début de la reprise de la coopération avec la RDC en 2002/2003 pour répondre à des besoins d'urgence de renforcement des capacités nationales (PAIM, PARER) et de réhabilitation des infrastructures socio-économiques d'un pays post-conflit (PMURIS). La mise en application des plans d'actions définis pendant la revue devrait accélérer l'exécution des activités de ces projets et permettre une amélioration sensible des taux de décaissement à fin 2007.

2.1.2 En revanche, on enregistre trois projets à problèmes (PP) dont le montant total du financement représente 34,4 % du portefeuille. Le premier projet est celui de la santé « PAPDDS » dans la province orientale approuvé il y a plus de trois ans (mars 2004) dont le taux d'exécution est à 1%. L'exécution de ce projet rencontre de grandes difficultés sur le terrain compte tenu des problèmes d'accessibilité dans la région « province orientale » et de la non implication du ministère de la santé dans la mise en œuvre du projet. Une revue de la conception et du montage institutionnel de gestion du projet s'avère nécessaire et urgente pour une relance effective des activités sur le terrain. Outre les mesures immédiates prises, notamment pour renforcer le suivi à l'UEP-BAD en nommant un cadre du ministère et l'utilisation de la maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour l'exécution des marchés sur le terrain, une mission spécifique de revue à mi-parcours a été effectuée en juin 2007 pour la restructuration du projet. Le second est le projet multisectoriel d'urgence de réhabilitation des infrastructures socio-économiques « PMURIS » qui est exécuté à 16% à la date de clôture initiale prévue fin avril 2007. Le troisième projet est l'appui à la réhabilitation du secteur agricole et rural « PARSAR » exécuté à environ 6% après trois ans de son approbation.

### **2.2 Evaluation de la fréquence et de la qualité des supervisions**

Au cours de la période 2005-2006, la moyenne de supervision par projet se rapproche de l'objectif de 1,5 par an. Toutefois, la qualité des supervisions n'était pas satisfaisante pour les projets d'urgence de réhabilitation des infrastructures socio-économiques et sanitaires (PMURIS, Santé), en raison des insuffisances de coordination inter-sectorielle et des changements des task managers qui ont géré les projets. Ces problèmes ont affecté la performance de ces projets âgés de plus de 3 ans dont les taux d'exécution se situent respectivement à 1% (Projet Santé) et 16%. (PMURIS) Compte tenu des retards et des difficultés rencontrées pour le démarrage de ces projets, des revues auraient dû être opérées par la Banque afin de permettre la révision des listes des biens et services et de prendre en temps opportun les mesures correctives en vue d'une utilisation optimale des ressources de ces projets.

### **2.3 Questions transversales**

2.3.1 Les opérations en cours en RDC visent l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations, notamment en milieu rural, dans un cadre respectant l'environnement. Ces objectifs sont

poursuivis surtout par les projets de réhabilitation des infrastructures socio-économiques, et les projets de développement rural dans cinq provinces du pays qui ont prévu des plans de gestion environnementale et des moyens pour leur mise en oeuvre . Hormis les premiers projets approuvés dans un contexte d'urgence, la formulation et la conception de mise en oeuvre des projets agricoles ont bénéficié de l'approche participative, impliquant les bénéficiaires et la société civile dans les zones ciblées. Ceci devrait se traduire par un meilleur impact des opérations de la Banque sur la réduction de la pauvreté et la durabilité du développement en RDC, comme on peut l'apercevoir de l'analyse ci-après des questions transversales (voir annexe VII).

**2.3.2 Environnement** : Les projets en cours respectent en général les normes en matière environnementale. Dans le domaine agricole, les activités des opérations sont basées sur la réhabilitation des infrastructures de production et de commercialisation, l'introduction de technologie de production plus efficiente et le renforcement des capacités des différents partenaires. Les travaux de réhabilitation des infrastructures de production porteront essentiellement sur des tracés existants. Ils auront des impacts positifs sur la qualité de la vie des populations et offriront une multitude de bénéfices, notamment la création d'emplois, l'émergence des PME, l'accès plus facile aux marchés et aux services de santé et d'éducation. La production et la diffusion de semences sélectionnées permettront l'augmentation de la productivité sur une superficie limitée, atténuant ainsi la pression culturale sur les zones marginales. L'organisation et l'encadrement des bénéficiaires renforceront la qualité des réalisations et leur durabilité et permettront une meilleure sensibilisation à la protection de l'environnement. L'aménagement des points d'eau potable contribuera à diminuer l'incidence des maladies d'origine hydrique. Les risques de transmission de maladies et de dégradation de l'environnement consécutifs à la mise en place des infrastructures seront atténués par la mise en oeuvre de Plans de gestion environnementale et sociale (PGES), prévus pour chaque projet, l'application de cahiers de charge stricts pour les entreprises et la sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance de leur rôle dans la préservation de l'environnement. Dans le secteur social, les constructions scolaires et sanitaires sont réalisées en conformité avec les normes d'hygiène et d'assainissement requises. Dans le secteur du transport, en particulier dans le cadre du projet routier (catégorie environnementale 2), les impacts négatifs sur l'environnement inhérents aux travaux (expropriation, limitation des zones de traversée, déboisement), seront progressivement atténués tout en améliorant l'accessibilité des riverains.

**2.3.3 Approche participative** : Cette approche est appliquée dans la préparation et la mise en oeuvre des projets agricoles financés sur le FAD IX et X. La participation des associations de base, des groupements d'intérêt économiques (GIE), des chefferies traditionnelles, et des ONG, a contribué au choix des objectifs et des modalités de réalisations des programmes définis dans les zones concernées. Toutefois, en raison du contexte post conflit du pays et de l'urgence de certaines interventions pour la réhabilitation des infrastructures de base, la formulation des projets PMURIS et PAPDDS s'est traduite par des difficultés majeures pendant l'exécution, faute de consultation des bénéficiaires et des intervenants sur le terrain.

**2.3.4 Lutte contre la pauvreté** : Les opérations du portefeuille s'inscrivent dans l'objectif de réduction de la pauvreté, conformément aux stratégies d'intervention de la Banque (DSP) pour les périodes 2002-2004 et 2005-2007. Ces opérations mettent l'accent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la sphère économique et l'accès aux services sociaux de base des populations en milieu rural, à travers les appuis apportés par les 2 projets de développement rural dans 5 provinces et le projet santé dans la province de l'oriental.

2.3.5 Population : Les actions d'appui aux programmes nationaux de lutte contre les maladies prioritaires (Sida/Hiv, Nutrition, malaria Tuberculose) inscrites dans le projet santé visent à améliorer les indicateurs sociaux de la population. La réalisation de ce projet devrait concourir à l'amélioration de la protection de la santé de la mère et de l'enfant et améliorer la moyenne nationale des taux de mortalité infantile et maternelle au cours des cinq prochaines années.

2.3.6 Les micro-crédits : Dans le but de promouvoir les activités économiques en milieu rural, des appuis sont apportés ou prévus par les projets agricoles et d'appui institutionnel pour améliorer les capacités des IFD et le contrôle par la Banque centrale de ces institutions, particulièrement dans les zones rurales. En raison du non démarrage de ces activités dans le cadre des projets agricoles, le seul impact actuel se limite au renforcement des capacités de supervision de la Banque centrale des IFD.

## **2.4 Décaissements**

2.4.1 Depuis la reprise de la coopération jusqu'au 30 juin 2007, le montant total décaissé sur les projets s'élève à 57,98 millions UC, soit un taux de décaissement global de 25,89 %. Au 30 juin 2007, deux opérations ont été achevées, à savoir : le Programme d'appui à la relance économique et à la réunification dont le montant du prêt de 44,5 millions UC a été décaissé en totalité en 2005 ; et le Projet d'urgence de renforcement des capacités clôturé en juin 2006. En revanche, le taux de décaissement sur les autres projets en cours d'exécution est seulement de 6,67 %.

2.4.2 Outre le faible niveau d'exécution des trois projets à problèmes, le taux de décaissement est aussi affecté par le non démarrage du projet routier approuvé depuis fin 2005. En outre, le mode de paiement par lettre de crédit a occasionné des retards de certains paiements, en raison de la non familiarisation des banques locales avec les procédures de lettre de garantie de la Banque.

2.4.3 Enfin, des retards de paiement et de réception des ledgers et des bordereaux de décaissement de la BAD sont signalés par le BCECO, principale agence d'exécution des projets. L'absence et/ou le retard de ces informations ne permettent pas une mise à jour régulière de la comptabilité des projets et posent des difficultés pour la réalisation des audits. En vue de remédier à cette situation, des dispositions ont été prises par les services de décaissements de la Banque pour améliorer le système d'information en transmettant sur une base mensuelle les ledgers aux agences d'exécution, en attendant l'accessibilité au site intranet pour consultations à partir de 2008.

## **2.5 Evaluation globale de la performance du portefeuille**

2.5.1 Avec une note globale de 1,7 point (sur une échelle de 0 à 3), la performance globale du portefeuille est non satisfaisante. S'agissant de la première revue du portefeuille depuis la reprise de la coopération en 2002, cette évaluation servira de référence pour la prochaine revue du portefeuille en 2009. Cette note traduit le faible taux d'exécution et de décaissement des projets en cours (taux moyen de moins 7%) et l'impact sur la réalisation des objectifs de développement en raison des retards dans l'exécution. Il y a lieu cependant de noter que la note globale de performance du portefeuille est actuellement affectée par la situation de démarrage des nouveaux projets lancés en 2006 et 2007 qui représentent 50,2% de l'enveloppe totale du portefeuille. L'exécution de ces projets devrait atteindre sa vitesse de croisière en cours d'année et devrait permettre une amélioration sensible de la performance globale à fin 2007.

2.5.2 Les principales contraintes d'exécution des projets résident essentiellement dans l'environnement socio-politique difficile du pays qui sort d'une longue période de crise et de conflits,

les faibles capacités d'exécution et de gestion des ministères et les difficultés pour l'Etat de débloquer sa contrepartie dans les projets. Les faibles capacités nationales ont justifié l'approche adoptée par la Banque en confiant l'exécution de ses premiers projets au Bureau central de coordination « BCECO », organe créé par le Ministère des Finances en 2002 avec l'appui de la Banque mondiale. Par ailleurs, des insuffisances dans la formulation, la coordination et le suivi au niveau de la Banque ont également altéré la performance des deux projets (PMURIS, Santé) qui accusent un retard de plus de 2 ans.

2.5.3 En dehors des projets à problème (PP) qui nécessitent une revue complète des composantes et/ou des modes d'exécution, le portefeuille ne comporte pas pour le moment d'autres projets à risque. Des plans d'action ont été établis pour les projets les plus âgés en vue de leur réalisation complète en cours d'année ou en 2008. Les opérations à risque (OR) sont au nombre de 3, soit le tiers du portefeuille. Un suivi régulier de chaque OR est nécessaire pour s'assurer de la mise en place du plan d'action et des recommandations des missions de supervision. Le rôle de suivi du Bureau de la Banque sera déterminant pour réduire le nombre d'OR. Aussi, faudra-t-il prévoir deux supervisions par an pour chaque OR. En plus du suivi et de l'assistance qui sera fournie aux agences d'exécution par le Bureau, la Banque assurera la formation sur les procédures d'acquisition et de décaissements, et procédera à des supervisions plus rapprochées et ciblées par le Siège et le Bureau.

**Tableau : Projets à risque**

Projet	Revue mars 2007
Nombre de projets à problème	3
En % du montant du portefeuille en cours	34.4%
Nombre projets potentiellement à problème	-
En % du montant du portefeuille en cours	-
Projets à risque	3

### **III. COORDINATION DE L'AIDE EN RDC**

#### **3.1 Evaluation de la capacité de coordination du gouvernement**

En RDC, la coordination de l'aide extérieure pour les investissements publics est normalement assurée par le Ministère chargé du Plan. Cette coordination est opérée jusqu'ici par le Comité national de suivi du PMURR « programme mutisectoriel d'urgence de réhabilitation et de reconstruction » dont le financement est assuré pour l'essentiel par la Banque mondiale et la BAD depuis la reprise de la coopération avec le pays. Un secrétariat national « SENAREC », rattaché au ministère du Plan, assure également la coordination du programme national d'urgence de renforcement des capacités. Concernant les appuis budgétaires, la coordination de l'aide est plutôt assurée par le Ministère des finances avec l'appui du CTR « Comité technique de suivi des réformes ». Toutefois, cette coordination reste encore insuffisante et peu efficace, en raison des faibles capacités de ces structures et l'absence de liens institutionnels avec le principal organe d'exécution des projets qui est le BCECO.

#### **3.2 Evaluation de la coordination de la Banque avec les autres bailleurs**

La coordination de la Banque avec les autres bailleurs de fonds est assurée dans le cadre des Groupes consultatifs pour la mobilisation des ressources en faveur du programme multisectoriel d'urgence de réhabilitation et de reconstruction des infrastructures « PMURR » et du programme

économique du Gouvernement « PEG ». Cette coordination est confortée au plan sectoriel par des concertations dans le cadre des tables rondes, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des transports, de l'eau et de l'éducation, qui constituent les principaux secteurs d'intervention actuels et futurs de la Banque. Avec l'ouverture du Bureau de la Banque à Kinshasa, la coordination va s'améliorer et devenir plus régulière avec les autres partenaires au développement sur le terrain, notamment à travers les échanges d'informations sur les stratégies et les portefeuilles respectifs de chaque partenaire.

### **3.3 Evaluation des co-financiers**

Au cours de la période sous revue 2002-2007, deux opérations ont été co-financées avec les bailleurs de fonds (PNUD et Banque mondiale) dont l'exécution est entièrement achevée. La performance du PNUD dans le projet d'urgence de renforcement des capacités a été satisfaisante, au regard de la réalisation de sa composante « assistance » dans les délais. En revanche, le déblocage de la deuxième tranche du PARER a connu un retard de plus d'un an, en raison des conditionalités croisées et du retard dans la réalisation de certaines mesures du programme sur le financement de la Banque mondiale. Il sera recommandé pour les opérations futures de la Banque à l'appui aux réformes, d'éviter les conditionalités croisées et de lier ses tranches aux mesures dépendant de son financement. En ce qui concerne les projets, la Banque continuera de privilégier les financements parallèles tout en assurant la coordination sectorielle nécessaire avec les autres bailleurs de fonds.

## **IV. EVALUATION DE LA CAPACITE DE GESTION ET D'EXECUTION DES PROJETS**

### **4.1 Performance du Gouvernement**

4.1.1 L'absence des capacités dans les ministères techniques, avait conduit à la création en 2001 du Bureau Central de Coordination « BCECO », avec l'appui de la Banque mondiale. Ce bureau sous la tutelle du Ministère des Finances, a été chargé de l'exécution du programme multisectoriel d'urgence de réhabilitation et de reconstruction. Dans ce cadre, l'exécution des premiers projets de la Banque ( 50% du portefeuille) a été confiée au BCECO qui abrite l'Unité d'exécution des Projets BAD « UEP-BAD ». Cette Unité opère avec l'appui des structures du BCECO. Ce montage institutionnel d'exécution des projets de la Banque présente une certaine lourdeur dans la gestion et l'administration des projets en raison de la centralisation par le BCECO. Pour assurer une meilleure efficacité d'exécution, une révision des procédures sera réalisée en 2007 à l'issue de l'étude sur l'évaluation des procédures de gestion du BCECO.

4.1.2 Concernant les engagements pris par le Gouvernement dans le cadre des accords de prêt et des protocoles d'accord, ceux-ci ont été respectés en ce qui concerne les rapports d'activités trimestriels qui sont transmis régulièrement à la Banque. La performance est également satisfaisante en ce qui concerne le délai de mise en vigueur et du premier décaissement qui a été en moyenne de 9 mois. Ce délai a été réduit à 6 mois pour les dons depuis 2005, compte tenu de la non exigence de la ratification pour les protocoles d'accord. En revanche, la performance du Gouvernement et de l'agence d'exécution ( BCECO) n'a pas été satisfaisante concernant les audits, le déblocage des contreparties, la satisfaction de certaines conditions « autres » relatives à l'adoption de lois ( sur les semences et la privatisation de certaines fermes ), et la passation des marchés ( délai > 6 mois pour les AON ; délai > 12 mois pour les AOI avec pré-qualification ; délai > 13 mois pour les consultants ). Ces insuffisances sont dues au manque de programmation pour le recrutement des auditeurs, aux difficultés de trésorerie pour les contreparties, et au contexte de transition politique en RDC pendant 2003-2006 qui rendait difficile l'adoption de certaines lois par le Parlement. Dans le domaine de passation des marchés, les délais sont

restés relativement longs, malgré le renforcement de l'UEP-BAD par un expert international en acquisitions pendant 2 ans (octobre 2004 à octobre 2006).

**Actuellement, les auditeurs sont en cours de recrutement ou en pleine prestation, ce qui devait permettre d'avoir tous les audits restants avant fin Août 2007. La procédure de recrutement pour le remplacement de l'expert international en acquisitions est en cours.**

4.1.3 La capacité d'absorption des ressources devra être améliorée par une meilleure maîtrise des procédures d'acquisition et de décaissement, et le recours à la maîtrise d'ouvrage déléguée « MOD » dans les zones difficiles d'accès.

## **4.2 Performance de la Banque**

4.2.1 La performance de la Banque n'a pas été suffisante pendant toute la période jusqu'en 2006. Même si la norme de 1,5 supervision par projet et par an a été respectée, le suivi et l'assistance aux projets n'ont pas été réguliers et suffisants. Aucun des projets à problèmes n'a fait l'objet d'une revue à mi-parcours, ce qui aurait permis de réorienter et réviser en temps opportun la liste des biens et services et en accélérer l'exécution. L'exécution des projets a souffert en général (i) des longs délais d'approbation des dossiers par la Banque en raison des charges et des changements des task managers ; (ii) du manque de précision des acquisitions à l'évaluation ; (iii) des longs délais des décaissements ; et (iv) des problèmes posés par la conception de certains projets « PAPDDS » ; et (v) de la mauvaise coordination au sein de la Banque pour le suivi du projet multisectoriel d'urgence de réhabilitation « PMURIS ».

4.2.2 En vue d'accélérer l'exécution des projets, la Banque a pris des mesures immédiates pour résorber tous les retards sur les dossiers en instance (DAO, Contrats, Demandes de paiement) ; organiser en juillet 2007 à Kinshasa un séminaire de formation pour les responsables des projets et cadres des ministères sur les procédures d'acquisition et de décaissements ; et a entrepris en juin 2007 une mission de revue à mi-parcours pour la restructuration du projet « PAPDDS ». L'exécution du portefeuille va également bénéficier de l'assistance du Bureau de la Banque à Kinshasa qui sera pleinement opérationnel à partir de 2008.

## **V. REMBOURSEMENT DES PRETS**

La RDC s'est acquittée régulièrement du service de la dette vis-à-vis du Groupe de la Banque depuis le point de décision de l'I-PPTE en juillet 2003. La période intérimaire qui s'achève en juillet 2007 sera prorogée d'une année, du fait du report du point d'achèvement de l'I-PPTE en 2008. La RDC poursuit aussi depuis 2002 une politique d'endettement prudente pour assurer la soutenabilité de sa dette à moyen et long termes.

## **VI. GESTION PROACTIVE DU PORTEFEUILLE**

### **6.1 Problèmes potentiels et solutions**

La performance du portefeuille risque d'être affectée par la faible capacité des ministères qui seront chargés de l'exécution des nouveaux projets. Le maintien du statu quo du cadre institutionnel actuel d'exécution des projets gérés par le BCECO constitue aussi un risque majeur de blocage et de lenteur dans la mise en œuvre des projets en cours. L'inadéquation du mode d'exécution des projets dans les zones difficiles d'accès et les retards de déblocage des contreparties risquent encore de peser

sur la performance du portefeuille à court terme. Les solutions préconisées porteront sur le renforcement des capacités des ministères ( assistance technique et formation ) pour améliorer les capacités d'exécution, le renforcement des prérogatives de l'UEP-BAD en matière de gestion et d'exécution des projets en cours, le recours au mode de maîtrise d'ouvrage délégué en tenant compte du contexte et des contraintes sur le terrain, et l'incitation du Gouvernement à incirer régulièrement les contreparties dans les priorités du plan de trésorerie du Budget national.

## **6.2 Plan d'actions**

Un plan d'action et un calendrier d'exécution ont été élaborés pour chaque opération en cours ayant fait l'objet de revue. La réalisation des mesures spécifiques envisagées dans l'annexe 2, la systématisation des missions de lancement ainsi que le maintien d'un niveau de supervision satisfaisant en 2007 et après, contribueront à l'amélioration du rythme d'exécution des projets et du taux de décaissement du portefeuille actif qui devrait atteindre au moins 30% en fin 2007.

## **6.3 Leçons à tirer pour les projets futurs et les prochaines revues du portefeuille**

6.3.1 La performance du portefeuille de la Banque en RDC sera améliorée par les mesures préconisées visant l'amélioration de la qualité des opérations à l'entrée, et de l'assistance aux agences d'exécution avec l'appui du Bureau de la Banque en RDC. Les leçons tirées pour le prochain DSP 2008-2012 se résument comme suit : (i) prévoir des ressources de PPF ou équivalentes pour améliorer la qualité de préparation des projets inscrits au programme de prêt ; (ii) renforcer les capacités des ministères techniques dans le cadre des nouveaux projets et programmes ; (iii) adapter les modes d'exécution des projets au contexte du pays et des zones d'intervention ; (iv) systématiser la programmation des revues à mi-parcours pour réorienter les activités vers les objectifs du projet et prévenir les risques de blocage d'exécution des projets.

6.3.2 La prochaine revue du portefeuille en 2009 devra évaluer et analyser les écarts par rapport aux benchmarks fixés en 2007 par projet pour les taux d'exécution et de décaissement, et permettre de prendre les mesures correctives idoines pour atteindre les objectifs prescrits aux projets. Les coordonnateurs des projets seront également évalués sur des critères de contrat de performance qui devra être institué comme règle pour tous les nouveaux projets.

## **VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

### **7.1 Conclusions**

7.1.1 Le portefeuille de la RDC est encore jeune et sa performance jugée insuffisante ( note 1,7 sur 3) a été amplement affectée par les contraintes institutionnelles et le contexte de transition politique du pays pendant la période 2003-2006. L'urgence de préparation de certains projets dans le cadre du programme d'urgence de reconstruction du pays a aussi amputé la qualité à l'entrée de ces projets, dont l'exécution a été totalement ou partiellement freinée à cause d'une conception inadéquate ( projet santé « PAPDDS ») ou d'identification insuffisante de certaines composantes ( volet « infrastructures de santé » du PMURIS).

7.1.2 Les conditions générales des accords sont dans l'ensemble respectées par l'emprunteur, hormis le retard de certains audits et le déblocage tardif des contreparties nationales. Quant aux obligations liées aux « autres conditions », elles n'ont pas pu être totalement satisfaites en raison du contexte de

transition politique qui n'était pas favorable à l'adoption de certaines réformes de privatisation, notamment dans le secteur agricole.

7.1.3 La performance de la Banque n'a pas été suffisante en raison des charges et des changements fréquents des tasks managers et de la lourdeur des procédures d'acquisitions appliquées aux projets. Des dispositions ont été déjà prises par la Banque pour améliorer le suivi du portefeuille et réduire les délais de traitement des dossiers, en mettant à contribution l'équipe-pays et le Bureau de la Banque.

## **7.2 Recommandations**

7.2.1 Les recommandations suivantes sont faites à l'endroit du Gouvernement et de la Banque en vue d'améliorer la performance future du portefeuille :

7.2.2 Le Gouvernement devra prendre les actions suivantes :

- a) Réaliser d'ici octobre 2007 l'étude sur les procédures de gestion et de fonctionnement de l'UEP-BAD ; le financement de cette étude étant prévu sur le projet PARSAR.
- b) Etablir avec chaque coordonnateur de projet un contrat de performance et convenir annuellement de benchmarks en terme d'objectifs d'exécution et de décaissement à partir de 2007 ;
- c) Débloquer régulièrement les contreparties en l'inscrivant dans le plan de trésorerie du Budget chaque année ;
- d) Veiller à la réalisation du plan d'action et d'amélioration établi pour chaque projet ( Annexe 2) , en particulier la transmission à la Banque des audits dans les délais.

7.2.3 La Banque devra mettre en œuvre les mesures et actions ci-après :

- Organiser un séminaire de formation sur les acquisitions et les procédures de décaissement en juillet 2007 pour les agences d'exécution ;
- Entreprendre une mission en juin 2007 en vue de la reformulation du projet « PAPDDS » ;
- Améliorer les délais des paiements et des avis de non objection à l'emprunteur sur les demandes et requêtes reçues ;
- Envoyer mensuellement les ledgers pour les projets à partir de juillet 2007 et rendre accessible aux projets les informations sur les décaissements par le WEB à partir de 2008 ;
- Appliquer les sanctions prévues par les règles de la Banque en cas de retard dans la transmission des audits à la Banque.

7.2.4 Le CODE est invité à prendre note des conclusions de la revue du portefeuille en RDC et à adopter les recommandations ci-dessus.

## ANNEXE 1

**RESUME DES OPERATIONS DU GROUPE DE LA BANQUE EN RDC au 30/06/2007**  
(En millions UC )

NB	PROJETS PAR SECTEUR	Guichet	Date approbation	Date signature	Date de mise en vigueur & délai mis (en mois)	Date de Clôture	Montant approuvé	Montant décaissé	Montant annulé	Solde non Décaissé	Engag. nets	Taux de décaiss. %
	<b>AGRICULTURE ET DEV. RURAL</b>											
1	Projet d'appui à la réhabilitation du secteur agricole dans les provinces du Bas Congo et du Bundundu (PARSAR)	FAD DON	19/05/2004 "	25/05/2004 "	04/02/2005 (8.5)	31/03/2011 "	18.00 7.00	1.239 0.358	0 0	16.761 6.642	18.00 7.00	6.8 5.1
2	Projet d'appui à la réhabilitation du secteur agricole dans les provinces de Katanga et les 2 kasai (PRESAR)	DON	12/12/2005	02/02/2006	02/02/2006 (1.5)	31/01/2013	35.00	0.941	0	34.059	35.00	2.7
3	Etude du secteur agricole	DON	28/06/2006	11/10/2006	11/10/2006	31/12/2009	1.85	0	0	1.850	1.85	0
	<b>SOUS-TOTAL SECTEUR</b>						<b>61.85</b>	<b>2.538</b>	<b>0</b>	<b>59.312</b>	<b>61.85</b>	<b>4.1</b>
	<b>TRANSPORTS</b>											
4	Projet de réhabilitation des routes Nsele-Lufi et Kwango-Kenge	DON	19/12/2005	29/12/2005		31/01/2010	52.45	0	0	52.450	52.45	0
	<b>SOUS-TOTAL SECTEUR</b>						<b>52.45</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>52.450</b>	<b>52.45</b>	<b>0</b>
	<b>SOCIAL</b>											
5	Santé I. Appui au PPDS en province orientale	FAD DON	17/03/2004 "	25/05/2004 "	16/03/2005 " (12)	30/09/2010 "	20.00 5.00	0.201 0	0 0	19.799 5.000	20.00 5.00	1.0 0
6	Appui au secteur de l'éducation	DON	17/03/2004	25/05/2004	30/12/2004 (8.5)	31/12/2009	5.23	2.212	0	3.018	5.23	42.3
	<b>SOUS-TOTAL SECTEUR</b>						<b>30.23</b>	<b>2.413</b>	<b>0</b>	<b>27.817</b>	<b>30.23</b>	<b>8.0</b>
	<b>MULTISECTEURS</b>											
7	Projet d'appui au programme national d'urgence de renforcement des capacités	DON	20/06/2001	18/07/2001	18/10/2001 (4)	30/06/2006	1.97	1.616	0.354	0	1.616	100
8	Projet multisectoriel de réhabilitation socio-économique « PMURIS »	FAD	20/12/2002	04/06/2003	03/02/2004 (13.5)	30/04/2007	27.00	4.322	0	22.678	27.00	16.0
9	Projet d'appui institutionnel multisectoriel « PAIM »	DON	13/11/2002	04/06/2003	01/10/2003 (10.5)	31/12/2007	3.23	1.359	0	1.871	3.23	42.0
10	Programme d'appui à la relance et à la réunification « PARER »	FAD DON	10/12/2003 "	15/12/2003 "	28/07/2004 " (7.5)	31/12/2006 "	44.50 3.00	44.50 1.231	0 0	0 1.769	44.50 3.00	100 41.0
	<b>SOUS-TOTAL SECTEUR</b>						<b>79.70</b>	<b>53.028</b>	<b>0.354</b>	<b>26.318</b>	<b>79.346</b>	<b>66.8</b>
	<b>TOTAL GENERAL PAYS</b>						<b>224.23</b>	<b>57.979</b>	<b>0.354</b>	<b>165.897</b>	<b>223.876</b>	<b>25.89</b>

RDC : REVUE DU PORTEFEUILLE  
MATRICE D' ACTIONS  
D' AMELIORATION DU PORTEFEUILLE

OBJET	PROBLEMES IDENTIFIES	ACTIONS DEJA PRISES	ACTIONS REQUISES	RESPONSABLES / CALENDRIER
<b>I. Problèmes génériques</b>				
1. Préparation et conception des projets	<p>Sites des constructions non identifiés, retard des décisions d'affectation des terrains, et retard des études techniques et architecturales ayant conduit à des difficultés et des retards dans l'exécution des infrastructures sociales dans le cadre de la première génération de projets (2002-2004).</p> <p>Inadéquation de mode d'exécution et de suivi centralisé prévu à l'évaluation dans les zones difficiles d'accès.</p>	<p>- l'approche participative est appliquée pour les nouveaux projets à partir de 2005.</p>	<p>- Réaliser à l'avenir les études techniques et architecturales complémentaires pour mieux maîtriser le coût et le calendrier d'exécution des projets, en utilisant le PPF.</p> <p>- Systématiser l'approche participative au niveau de la préparation des projets.</p> <p>- Décentraliser et adapter le mode d'exécution des travaux au contexte géographique, en recourant à la Maîtrise d'Ouvrage déléguée (MOD)</p>	<p>BAD - PERMANENT</p> <p>BAD - PERMANENT</p> <p>BAD - PERMANENT</p>
2. Cadre institutionnel d'exécution des projets	<p>Lourdeur du circuit de décision au sein du BCECO due à la centralisation par la DG.</p>	<p>- Le coordonnateur de l'UEP-BAD est élevé au rang de Directeur au sein du BCECO depuis 2005, mais ses prérogatives en matière de décision demeurent limitées.</p>	<p>- Mener l'étude sur les procédures de gestion et de fonctionnement de l'UEP et ses liens organiques avec le BCECO. Son financement est prévu sur le PARSAR.</p>	<p>BCECO – Fin Septembre 2007</p>
3. Gestion des projets	<p>Les audits ne sont pas établis dans les délais, et le suivi des recommandations n'est pas toujours assuré par le BCECO.</p> <p>Insuffisance du système d'information sur les décaissements entre la Banque et le pays.</p>	<p>- Les auditeurs externes sont en cours de recrutement et/ou en pleine prestation pour les audits des projets en retard.</p> <p>- FFCO enverra mensuellement les ledgers au BCECO et aux autres agences d'exécution. Les TMs veilleront aussi à la communication par FFCO des informations concernant les paiements partiels de certaines demandes, notamment de reconstitution du compte spécial.</p>	<p>- Transmettre à la Banque tous les audits en retard et les audits concernant l'exercice 2006, sous peine de suspension des décaissements.</p> <p>- Rendre opérationnel le système de suivi des recommandations de l'audit des projets par les organes de contrôle de l'Etat, en collaboration avec la Banque lors des missions de supervision.</p> <p>- Permettre aux organes d'exécution l'accès aux informations sur les décaissements par l'intranet.</p>	<p>BCECO – Fin avril 07 (Audits 2004/2005); Fin juillet 07 (Audits 2006)</p> <p>IGF/BANQUE – A partir de 2008</p> <p>BAD/CDFO – A partir du 2<sup>e</sup> semestre 2007</p>

OBJET	PROBLEMES IDENTIFIES	ACTIONS DEJA PRISES	ACTIONS REQUISES	RESPONSABLES / CALENDRIER
<p>4. Procédures et règles</p> <p>5. Durabilité des projets</p> <p>6. Coordination de l'aide</p>	<p>Retard des contreparties (PMURIS, 2 projets agricoles, PASE )</p> <p>Difficulté de justification des participations des projets au budget de fonctionnement de l'UEP-BAD et du BCECO</p> <p>Retard dans le processus des acquisitions dû à l'infirmité de plusieurs AO.</p> <p>Non maîtrise par le BCECO et les Banques locales de la procédure de paiement par lettre de garantie de la Banque.</p> <p>Non inscription des charges de fonctionnement des ouvrages réalisés</p> <p>Insuffisance de coordination avec les autres bailleurs de fonds sur le terrain.</p>	<p>- Ministères des Finances et du Budget relancés par la mission.</p> <p>- La formation sur les règles de procédures d'acquisitions et de décaissement, est inscrite dans le programme de l'institut de la Banque pour juillet 2007</p>	<p>- Débloquer les contreparties en retard et celles de 2007</p> <p>- S'entendre sur les critères et les bases de participation par projet au budget du BCECO</p> <p>- Organiser le séminaire de formation à Kinshasa pour les agences d'exécution et l'administration publique chargée des marchés publics et de la dette publique ; Prévoir la participation des représentants des services étrangers de certaines banques locales pour les modes de paiements.</p> <p>- Inscrire régulièrement au budget national les charges récurrentes pour la maintenance des infrastructures et ouvrages réalisés</p> <p>- Sensibilisation des populations pour la participation au recouvrement des coûts ; entretien des pistes rurales, points d'eau, ramassage des déchets solides.</p> <p>- Le Bureau régional veillera à l'amélioration de la coordination sur le terrain en participant aux réunions de concertations et d'information organisées par les bailleurs de fonds en RDC.</p>	<p>MINISTERES DES FINANCES ET BUDGET – Juillet 2007</p> <p>BCECO-BAD Immédiate</p> <p>BAD – Juillet 2007</p> <p>MINISTERE DU BUDGET - A partir du Budget 2008</p> <p>MINISTERES/ONG PERMANENTE</p> <p>CDFO - PERMANENTE</p>
<p><b>II. Plan d'actions spécifiques</b></p> <p><b>SECTEUR DVT RURAL</b></p> <p>1. Projet d'appui à la réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces du Bas Congo et du Bandundu (PARSAR)</p>	<p>1. Manque de manuel de procédure de gestion financière, comptable et administrative du projet.</p> <p>2. L'audit 2005 est transmis à la Banque en Avril 2007. L'audit de 2006 est en cours de préparation.</p>		<p>- Lancement de la consultation de préparation du manuel des procédures de gestion comptable et administrative.</p> <p>- Fournir à la Banque le rapport d'audit de 2006 dans le délai.</p>	<p>UEP/BAD-Direction du Projet -BCECO Fin Septembre 2007 (Rapport)</p> <p>UEP/BAD-Direction du Projet -BCECO</p>

OBJET	PROBLEMES IDENTIFIES	ACTIONS DEJA PRISES	ACTIONS REQUISES	RESPONSABLES / CALENDRIER
	<p>3. Les autres conditions du prêt ne sont pas toutes satisfaites. La condition relative à la promulgation de la loi semencière n'est pas encore satisfaite. Par ailleurs, la preuve de satisfaction de la condition relative à la privatisation des fermes semencières, réalisée en 2006, n'a pas été communiquée à la Banque.</p> <p>4. Non déblocage de la contrepartie pour 2006 et 2007.</p>		<p>- Le Gouvernement doit mettre tout en œuvre pour promulguer la loi semencière. Pour éviter le risque de suspension des décaissements et même l'annulation du prêt, le Gouvernement doit soumettre à la Banque une requête justifiant la non promulgation de la loi et proposant le report de la date butoir initiale.</p> <p>- Débloquer la totalité de la contrepartie de 2006 et 2007.</p>	<p>MINISTERE DE L'AGRICULTURE/MINISTRE DES FINANCES Requête de prorogation reçue par la Banque. Nouvelle date proposée 30/09/2007</p> <p>MINISTERE DE L'AGRICULTURE/MINISTRE DES FINANCES – Août 2007</p>
2. Projet de réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces de Katanga, Kasai Oriental et Kasai occidental (PRESAR)	<p>1. Les autres conditions du prêt ne sont pas toutes satisfaites.</p> <p>2. Retard des contreparties 2006 et 2007.</p>		<p>- Transmettre à la Banque le contrat de performance du Coordonnateur du projet ainsi que les conventions signées avec les opérateurs d'exécution.</p> <p>- Débloquer les contreparties de 2006 et 2007</p>	<p>CCP/MINISTERE DE L'AGRICULTURE Fin avril 2007</p> <p>MINISTERE DE L'AGRICULTURE /MINISTERE DES FINANCES Août 2007</p>
3. Etude du secteur agricole	<p>1. Lenteur dans la préparation des dossiers de l'étude</p> <p>2. Non déblocage de la contrepartie pour le fonctionnement de l'étude.</p>		<p>- Accélérer la préparation des DAO de l'étude et les transmettre à la Banque pour non objection.</p> <p>- Débloquer la contrepartie .</p>	<p>CCE – Démarrage de l'étude avant le 30/09/2007</p> <p>MINISTERE DE L'AGRICULTURE/MINISTRE DES FINANCES – Août 2007</p>
<i>SECTEUR SOCIAL</i>				
4. Projet d'appui au plan directeur de développement sanitaire dans la province Orientale	<p>1. <u>Institutionnel</u> Non implication des différentes directions du Ministère de la Santé dans le suivi des activités</p> <p>2. <u>Organisationnel</u> Absence d'un chargé du projet au sein de l'UEP-BAD à nommer par le Ministre de la Santé</p> <p>3. <u>Opérationnel</u> La conception initiale du projet n'avait pris en compte l'environnement global de la province,</p>		<p>- Formaliser les réunions du Comité technique de pilotage qui validera les plans d'action</p> <p>- L'affectation d'un cadre permanent du Ministère de la santé au sein de l'UEP pour le suivi des activités du projet</p> <p>- Revue à mi-parcours par la Banque pour la restructuration du projet.</p>	<p>Ministère de la santé &amp; UEP/BAD – Une réunion par trimestre - Immédiate</p> <p>Ministère de la santé &amp; UEP/BAD - Août 2007</p> <p>BAD – Réalisée en juin 2007</p>

OBJET	PROBLEMES IDENTIFIES	ACTIONS DEJA PRISES	ACTIONS REQUISES	RESPONSABLES / CALENDRIER
	<p>et la dimension des travaux et services envisagés</p> <p>Lenteur de la Banque dans l'examen des dossiers d'APD et DAO soumis pour avis de non objection</p> <p>4. <u>Financier</u> Faible utilisation des ressources du don dans le programme de lutte contre les maladies transmissibles</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réorganiser le suivi des activités du projet au niveau de la Banque.</li> <li>- Identifier les activités à financer dans le cadre des programmes nationaux de lutte contre les maladies prioritaires (Sida/Hiv, Nutrition, Malaria, Tuberculose).</li> </ul>	<p>BAD – Immédiate</p> <p>Ministère de la santé &amp; UEP/BAD Août 2007</p>
5. Projet d'appui au secteur de l'éducation « PASE »	<p><b><u>Institutionnel</u></b></p> <p>Pour diverses raisons (instabilité au niveau des ministères, changement des cadres nommés etc.), le Comité Technique de Suivi des activités du Projet présidé par le Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, créé par Arrêté ministériel n'est pas fonctionnel</p> <p>Mise en oeuvre de la décentralisation à Kinshasa (demandée par le Gouvernement) de la gestion des services offerts par l'UNESCO dans le cadre de 2 contrats</p>	<p>La première et unique réunion du Comité a eu lieu le 23/04/2007 sous la présidence effective du Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et technique et professionnel</p> <p>La banque a invité le Gouvernement à finaliser avec l'UNESCO la proposition qui sera discutée au cours de la revue à mi-parcours du projet en août 2007</p>	<p>Le Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et technique et professionnel devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer que ce Comité joue son rôle qui est essentiel pour la bonne poursuite du projet</p> <p>Le Gouvernement et l'UNESCO devront finaliser la proposition de décentralisation Kinshasa de la gestion des services offerts par l'UNESCO</p>	<p>Ministère de l'EPSP Maintenir une réunion par trimestre</p> <p>Gouvernement et UNESCO 15 août 2007 au plus tard</p>
<p><i>SECTEUR DE TRANSPORT</i></p> <p>6.- Routes Nsélé-Lufimi et Kwango-Kenge</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Remplir les conditions préalables au premier décaissement</li> <li>2. Assurer le fonctionnement de la Cellule Infrastructures pendant toute la durée du projet</li> <li>3. Statut provisoire du personnel technique de la Cellule Infrastructures</li> <li>4. Retard dans le paiement de la contrepartie nationale</li> <li>5. Financement de l'entretien des routes réhabilitées</li> </ol>	<p>L'administration a remis l'ensemble des documents nécessaires</p> <p>La prise en charge actuelle est assurée par les coopérations belge (CTB) et britannique (DFID).</p>	<p>Approuver par la Banque les conditions préalables au premier décaissement.</p> <p>Prise en charge du fonctionnement de base de la Cellule Infrastructures pendant cinq ans par le Trust Fund mis en place par DFID, l'Union Européenne et la Banque Mondiale dans le cadre du projet PRO ROUTES</p> <p>Confirmation du personnel technique clé de la Cellule dans ses fonctions</p> <p>Etablissement par le Gouvernement d'un calendrier de paiement de la contrepartie jusqu'à la fin du projet</p> <p>Mise en place du Fonds d'Entretien Routier</p>	<p>BAD – Réalisée.</p> <p>MITPR, Bailleurs de Fonds (DFID, Banque Mondiale, UE). Août 2007</p> <p>MITPR</p> <p>MITPR, Ministère des Finances – Juillet 2007</p> <p>Bailleurs de Fonds - Fin</p>

OBJET	PROBLEMES IDENTIFIES	ACTIONS DEJA PRISES	ACTIONS REQUISES	RESPONSABLES / CALENDRIER
				décembre 2007
<p><i>MULTISECTEUR</i></p> <p>7. Projet multisectoriel d'urgence de réhabilitation des infrastructures socio-économiques « PMURIS »</p>	<p>Non réalisation de l'autre condition concernant le PGES</p> <p>Besoin de renforcer l'assainissement de Matete</p> <p>Retard des travaux de l'AEP de Mpsasa</p> <p>Besoin de révision de la liste des biens et services du projet</p> <p>Besoin de prorogation de la date limite du dernier décaissement qui a expiré le 30/04/2007</p> <p>Manque de coordination à la Banque entre le volet social et le volet infrastructure du projet</p> <p>Difficultés de paiement des petits contrats</p> <p>Départ de l'expert international en passation de marchés depuis octobre 2006</p>	<p>Requête transmise à la Banque.</p> <p>Révision globale de la liste des biens et services effectuée en mars 2007 ; et Programmation d'une mission de supervision conjointe OWAS/OSHD en juillet 2007.</p> <p>Système de paiement par fonds de roulement mis en place depuis avril 2007.</p>	<p>Compléter le financement du PGES par le Budget national</p> <p>Examiner la possibilité de financer le curage des canalisations d'égouts dans le quartier dans le cadre de la révision de la liste des biens et services</p> <p>Réalisation des forages restants et des places à vivre en prenant soin de respecter les normes techniques admises</p> <p>Appliquer la nouvelle liste des biens et services.</p> <p>Examen et approbation de la requête.</p> <p>Mise en œuvre effective de la coordination des départements OWAS et OSHD impliqués dans le projet</p> <p>Système à appliquer pour les petits marchés.</p> <p>Recrutement d'un expert international en passations des marchés à l'UEP-BAD</p>	<p>Ministère de l'Environnement – Fin de l'étude Août 2007</p> <p>IGIP/BCECO/BAD – Examen en cours</p> <p>SNHR/BAD – Septembre 2007</p> <p>BCECO/BAD – En application</p> <p>BAD – Approuvée fin Mars 2007</p> <p>BAD – Immédiate.</p> <p>BCECO/BAD PERMANENTE –</p> <p>BCECO - Immédiate</p>
<p>8. Projet appui institutionnel multisectoriel « PAIM »</p>	<p>1. Formation : Retard et manque d'un plan cohérent et d'un schéma de formation</p> <p>2. Besoin de prolongation de l'assistance technique pour l'exécution des activités du projet</p> <p>3. Retard de signature de contrats</p>	<p>Contrats des 2 experts internationaux au Ministère du Plan prorogés le 30 mars 2007</p>	<p>Elaboration d'un plan de formation et d'un schéma de mise en œuvre.</p> <p>Suivre la réalisation des objectifs fixés dans les contrats</p> <p>Accélérer la procédure de signature de tous les contrats ayant obtenu l'avis de non objection de la Banque</p>	<p>Assistance Technique 1<sup>er</sup> Août 2007</p> <p>Ministère du Plan</p> <p>Avant Août 2007</p>

OBJET	PROBLEMES IDENTIFIES	ACTIONS DEJA PRISES	ACTIONS REQUISES	RESPONSABLES / CALENDRIER
	<p>4. Accumulation de retards de traitement des dossiers par la Banque.</p> <p>5. Fin de contrat de l'auditeur externe.</p>		<p>Liquider les instances des dossiers à la Banque et réduire les délais de non objection des nouveaux dossiers et de traitement des demandes de décaissement</p> <p>Proroger le contrat d'audit en cours sinon recruter l'auditeur externe pour l'audit 2007</p>	<p>Immédiate</p> <p>Septembre 2007</p>
<p>9. Appui institutionnel au programme d'appui à la relance économique et à la réunification « PARER »</p>	<p>1. Appels d'Offres infructueux</p> <p>2. Audit 2004/2005/2006 non transmis</p> <p>4. Accumulation de retards de traitement des dossiers par la Banque.</p>		<p>Relancer les Appels d'offres</p> <p>Fournir l'audit 2005/2006 pour le Don, et l'audit 2004/2005 pour le prêt</p> <p>Liquider les instances des dossiers à la Banque et réduire les délais de non objection des nouveaux dossiers et de traitement des demandes de décaissement</p>	<p>BCECO/BAD – Avril 2007 ?</p> <p>BCECO - Fin Août 2007</p> <p>Immédiate</p>

**REVUE ET FICHE D'ÉVALUATION PAR PROJET****A. SECTEUR AGRICOLE**

Aperçu général : La participation de la Banque au financement du développement de l'agriculture en RDC est importante, avec quatre (4) opérations financées dans ce secteur qui joue un rôle primordial dans l'économie du pays. Ces opérations ont pour objectif la lutte contre la pauvreté en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des services d'appui au secteur agricole, la remise en état des infrastructures de production et de commercialisation, l'organisation des populations et l'amélioration de leur niveau technique, l'intensification des productions des différents sous secteurs (vivriers, élevage, pêches, agroforesterie) et la recherche/développement. Les opérations financées par la Banque sont : (i) Projet d'appui à la réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces de Bas-Congo et de Bandundu (PARSAR), (ii) Projet de réhabilitation du secteur agricole dans les provinces de Katanga, Kasai-Oriental et Kasai-Occidental (PRESAR), (iii) Etude du secteur agricole, (iv) le Projet multinational d'Appui au Programme Régional Aménagement Intégré du Lac Tanganyika (PRODAP) qui concerne 4 pays limitrophes au Lac Tanganyika dont la RDC. Le montant total de financement dans ce secteur est de 84,85 millions d'UC, y compris le projet multinational dont le démarrage n'est pas encore effectif.

La revue actuelle porte seulement sur les trois opérations en cours en RDC dont le montant total est de 61,85 millions UC, soit 27,8 % du portefeuille de la Banque en RDC. Le montant total décaissé est de 2,538 millions d'UC soit un taux de décaissement de 4,1%. L'âge moyen des opérations dans le secteur est de 1,3 an.

**A.1 Projet d'appui à la réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces de Bas-Congo et Bandundu (PARSAR)**

Montant du prêt : 18,00 MUC Montant du don : 7,00 MUC Montant annulé : 0	Coût total : 28,01 millions UC Sources : Prêt FAD : 18,00 MUC Don FAD : 7,00 MUC Gvt + Bénéf. : 3,01 MUC	Montant décaissé : Prêt : 1,239 MUC (6,8 %) Don : 0,358 (5,1%)
Date d'approbation : 19/05/2004	Date de signature : 25/05/2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Date d'entrée en vigueur : 04/02/2005</li> <li>• Date de satisfaction des conditions du premier décaissement : 04/02/2005</li> <li>• Date du premier décaissement : 01/04/2005</li> </ul>
Date de clôture : 31/03/2011 Nombre de supervisions : 4 Dernière supervision : 25/05 au 17/06/2007	Organe d'exécution : Bureau Central de Coordination « BCECO » – UEP-BAD	
Audit des comptes : Audits 2005 et 2006 réalisés et transmis à la Banque en avril 2007.	Rapports d'activités trimestriels transmis à la Banque : 8 rapports	
<b>Objectif et description</b> : Le projet vise la relance de la production agricole dans les provinces de Bas-Congo et Bandundu. Les principales composantes sont : (a) Renforcement des capacités de production; (b) Réhabilitation des voies de desserte agricole et de commercialisation ; et (c) Gestion du projet.		

**Etat d'avancement** : Le niveau d'exécution du projet est encore très faible (environ 6%) après 3 ans. Le flux de décaissements reste faible et irrégulier en raison des retards dans l'attribution et la signature des marchés relatifs aux principales activités du projet. Dans le domaine du renforcement des capacités, le projet a achevé le processus d'acquisition du matériel informatique et des équipements de bureaux et le recrutement d'un architecte devant préparer le DAO de réhabilitation des bâtiments. Les activités réalisées au niveau de la Composante Développement de la production agricole ont porté sur la mise en place des Centres de Démonstration et de Développement Agricole (CDDA), la sélection des agri-multiplicateurs. Au total, 17,2 tonnes de semences de base (43% de l'objectif), 1.375 Kml de boutures de manioc et 200.000 rejets de bananier (100% de l'objectif) ont été produits et diffusés dans le cadre de la Convention signée avec l'INERA à cette fin. Les travaux de réhabilitation des infrastructures (voies de desserte agricole et de commercialisation) n'ont pas encore démarré. Le décaissement de la contrepartie du Gouvernement s'élève, à fin janvier 2007, à 229.030,90 \$EU, soit 5% de la contrepartie totale prévue. Pour 2006, l'Etat n'a décaissé que 109.000 \$EU sur 686.000 \$EU demandés, soit 15,88%. Les audits des exercices 2005 et 2006 ont été réalisés. Les recommandations de la Banque sur l'audit 2005 ont été transmis au Gouvernement. Le rapport d'audit de 2006 a été transmis à OAGL pour avis.

## 1. **Respect des conditions**

Respects des conditions préalables au premier décaissement : Les conditions préalables ont été toutes remplies et le projet a été mis en vigueur le 04 février 2005, soit 8 mois après son approbation. La performance est jugée satisfaisante.

Respect des conditions générales : Les rapports d'avancement sont transmis régulièrement et dans les délais à la Banque. Les rapports d'audit de 2005 et 2006 ont été soumis à la Banque. Les rapports soumis sont de qualité moyenne. Les conditions générales ne sont pas remplies de façon satisfaisante. La performance est peu satisfaisante.

Respects des autres conditions : Sur les trois autres conditions du projet, deux ont été satisfaites avec du retard (de 6 à 10 mois) et la troisième ne l'est pas encore (Promulgation de la loi semencière qui avait été fixée au 30/06/2005). La performance n'est pas satisfaisante.

## 2. **Performances des acquisitions**

Le projet a accusé beaucoup de retard dans l'acquisition des biens et services. Ceux-ci sont liés à la lenteur dans le processus de préparation des DAO et à l'absence de plan détaillé de passation des marchés. En général, les DAO élaborés ont suivi les dossiers types de la Banque en la matière. Cependant, le non suivi des règles de procédures de la Banque a entraîné des rejets de dossiers, notamment ceux relatifs à l'évaluation des offres. L'acquisition des biens, travaux et services est en général peu satisfaisante.

Acquisition des biens et travaux : L'acquisition des biens prévus pour la cellule d'exécution du projet est en cours, avec cependant du retard. La multiplication et la diffusion des semences, opérées contractuellement avec l'INERA, ont démarré en 2006. Leur exécution a connu quelques retards liés à la mobilisation des fonds et aux aléas climatiques qui ont affecté la production. Les équipements et fournitures de bureau sont encours de livraison. L'appel d'offres pour l'acquisition des véhicules sera relancé par manque d'offres suffisantes. Les différents travaux de réhabilitation des infrastructures n'ont pas encore démarré. La performance est peu satisfaisante.

Acquisition des services de consultants : L'assistance technique n'est pas encore recrutée. Seulement, quelques consultations ont été lancées pour la réalisation des études de mise en place d'un système de suivi évaluation et de l'audit du projet. La performance est peu satisfaisante

### 3. Performance financière

Au 30 juin 2007, le taux de décaissement du prêt est seulement de 6,8% et celui du don de 5,1% après trois ans d'approbation du projet. Le projet sera clôturé dans quatre ans ( fin mars 2011), ce qui suppose un rythme d'exécution de 25% par an jusqu'à la fin du projet.

Disponibilité de devises étrangères : Les dépenses en devises sont financées entièrement sur les ressources du FAD. Les prévisions de financement en devises restent valables et leur couverture sera assurée par le prêt et le don du FAD conformément au plan de financement du projet. La performance est satisfaisante.

Disponibilité de monnaie locale : Le projet a connu des difficultés pour la mobilisation des fonds de contrepartie qui sont décaissés en partie et avec plusieurs mois de retard. La performance est peu satisfaisante.

Flux des décaissements : Les décaissements ne sont pas effectués de façon régulière et les flux sont encore faibles compte tenu du retard dans l'engagement des activités essentielles sur le terrain. A ce jour, deux demandes de fonds de roulement ont été décaissées et quelques paiements directs ont été faits pour les marchés de suivi-évaluation, de l'INERA, d'équipement bureautique. La performance est non satisfaisante.

Gestion / recouvrement de coût : Les activités du projet viennent de démarrer et la gestion des coûts a été jusqu'à présent satisfaisante.

### 4. Activités et réalisations

Adhésion au calendrier d'exécution : Le projet a connu un retard à son démarrage et le calendrier d'exécution initialement prévu ne sera probablement pas respecté. La performance est peu satisfaisante.

Performance des consultants ou assistance technique : Le contrat de l'assistant technique (expert semencier) est en cours de négociation. Quelques consultations de courte durée viennent d'être engagées et leurs missions ne sont pas encore achevées et les rapports y afférent ne sont pas communiqués.

Performance des entrepreneurs : Les marchés relatifs aux mobiliers et équipements de bureau ont été exécutés de manière satisfaisante.

Performance de la Direction du projet : Beaucoup de retard a été constaté dans le processus de passation de marché. Par ailleurs, le projet connaît des problèmes d'autonomie au sein de l'UEP/BAD et du BCECO. Le suivi des activités du projet sur le terrain n'est pas régulier. Le programme de travail et le budget annuels de 2007, n'est pas encore élaboré. La performance est peu satisfaisante

### 5. Impact sur le développement

L'impact du projet sur le développement n'est pas compromis malgré le retard constaté.

Probabilité de réalisation des objectifs du projet : La réalisation de l'ensemble des activités prévues devra permettre au projet de réaliser ses objectifs. La probabilité de réalisation des objectifs est affectée par la faible performance actuelle du projet.

Probabilité de réalisation et de durabilité des avantages au-delà de la phase d'investissement : La durabilité des actions du projet sera garantie grâce à l'implication des partenaires et des bénéficiaires du projet dans sa mise œuvre. Cette participation permettra de d'améliorer l'appropriation et de mettre en place un dispositif d'entretien des investissements du projet. La probabilité de durabilité risque d'être affectée sans une action continue de sensibilisation et d'encadrement des populations rurales dans les zones du projet.

Contribution probable du projet à l'accroissement de la capacité institutionnelle : Le projet contribuera à l'amélioration des capacités des services des ministères et des institutions concernés (Ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, du Développement rural, de la Condition féminine, de l'INERA, des IMF, des ONG). La performance est encore faible au regard du niveau d'avancement du projet.

## 6. Evaluation globale de la performance

Indicateurs	Conditions/engagements	Performance des acquisitions	Performance Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation Globale
Evaluation	1,5	1	1	1	2,5	1.4

## 7. Plan d'amélioration de la performance du projet

Problèmes	Actions requises	Responsable	Calendrier
1. Lenteur dans la conduite du processus des acquisitions des biens et services et les règles de procédure d'acquisition de la Banque ne sont pas bien appliquées.	Formation du personnel du projet dans le domaine des règles de procédure d'acquisition de la Banque.	BAD	Séminaire de formation à Kinshasa en juillet 2007.
2. Absence de manuel de procédure de gestion financière, comptable et administrative du projet.	Recrutement de consultant pour la préparation du manuel de procédure.	UEP/BAD- Direction du Projet - BCECO	Avant le 30/09/2007.
5. Les audits du projet de 2005 et 2006 ne sont pas encore communiqués à la Banque jusqu'en mars 2007.	Soumettre les audits 2005 et 2006 au plus tard le 30/04/2007.	UEP/BAD- Direction du Projet - BCECO	Audits transmis à la Banque en en Avril 2007
6. Les autres conditions du prêt ne sont pas toutes satisfaites. La condition relative à la promulgation de la loi semencière n'est pas encore satisfaite. Par ailleurs, la preuve de satisfaction de la condition relative à la privatisation des fermes semencières, réalisée en 2006, n'a pas été communiquée à la Banque.	Le Gouvernement doit mettre tout en œuvre pour promulguer la loi semencière. Pour éviter le risque de suspension des décaissements et même l'annulation du prêt, le Gouvernement doit soumettre à la Banque une requête justifiant la non promulgation de la loi et proposant le report de la date butoir initiale d'exécution de cette condition.	Gouvernement- BCECO-UEP/BAD -	Requête de prorogation reçue en avril 2007 et transmise à GECL pour avril 2007.
7. Contrepartie du Gouvernement au financement du projet n'est pas mobilisée à temps.	Le Gouvernement doit mettre tout en œuvre pour honorer ses engagements de financement du projet.	Gouvernement- BCECO -	Avant le 30/09/2007

<b>EVALUATION DU PROJET DE REHABILITATION DU SECTEUR AGRICOLE DANS LES PROVINCES DE BAS CONGO ET BANDUNDU (PARSAR)</b>		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
<b>A. EXECUTION DU PROJET</b>	S.O	
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt		2
2. Respect des conditions générales		1
3. Respect des autres conditions		1
<b>B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS</b>		
1. Acquisition de services de consultants		1
2. Passation de marchés de biens et travaux		1
<b>C. PERFORMANCE FINANCIERE</b>		
1. Disponibilité de ressources en devises		2
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale		2
3. Flux des décaissements		1
4. Gestion/Recouvrement des coûts		2
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		-
<b>D. ACTIVITES ET REALISATIONS</b>		
1. Respect du calendrier d'exécution		1
2. Performance des consultants ou des assistants techniques		-
3. Performance des entreprises		-
4. Performance de la direction du projet		1
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b>		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		2
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet		2
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		3
4. Taux de rentabilité actuel		2
<b>F. EVALUATION GLOBABLE DU PROJET</b>		
1. Actuelle		1.4
2. Tendances future		1.8
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème  2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre  1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise  0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>		

**A.2 Projet de réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces de Katanga, Kasai-Oriental et Kasai-Occidental (PRESAR)**

Montant approuvé Don FAD : 35,00 MUC Montant annulé : 0	Coût total : 39,40 millions UC Sources : FAD : 35,00 MUC Gvt + Bénéf. : 4,40 MUC	Montant décaissé sur le don : 0,941 MUC (2,7 %)
Date d'approbation : 12/12/2005	Date de signature : 02/02/2006	Date entrée en vigueur : 02/02/2006 Date de satisfaction des conditions du premier décaissement : 12/05/2006 Date premier décaissement : 31/07/2006
Date de clôture : 31/01/2013 Nombre de supervisions : 2 Date de dernière supervision : 25/05 au 17/06/2007	Organe d'exécution : Ministère de développement rural/ CCP	
Audit des comptes : 2006 en cours	Rapports d'activités trimestriels transmis à la Banque : 2 rapports	
<p><b>Objectif et description :</b> L'objectif sectoriel du projet est le renforcement de la sécurité alimentaire. Spécifiquement, le projet vise l'accroissement de la production vivrière dans les provinces du Kasai-Oriental, du Kasai-Occidental et du Katanga à travers le renforcement des capacités des services d'appui, l'utilisation des technologies appropriées et la réhabilitation des infrastructures de commercialisation. Les composantes du projet sont les suivantes : Composante A : Renforcement des capacités des services d'appui ; Composante B : Développement de la production agricole ; Composante C : Réhabilitation des infrastructures rurales ; et Composante D : Gestion du projet.</p> <p><b>Etat d'avancement :</b> Le projet a démarré en juillet 2006. Le personnel national de la Coordination nationale et des Antennes provinciales est en place. Au niveau des acquisitions des biens, services et travaux, cinq DAO ont été préparés et lancés avec l'appui du BCECO : (i) achat de véhicules, (ii) acquisition d'équipements informatiques, (iii) réhabilitation des bâtiments du projet et des services des ministères concernés, (iv) acquisition de mobiliers de bureaux et de matériels de communication, et (v) consultation internationale pour le recrutement d'un bureau d'assistance technique. Les rapports d'évaluation des offres des équipements bureautiques et des véhicules ont été communiqués à la Banque pour avis. Les autres marchés sont en cours d'évaluation des offres ou en attente des soumissions. Le décaissement de la contrepartie du Gouvernement s'élève, à fin mars 2007, à 4.000 UC, correspondant aux salaires du personnel national durant le deuxième semestre de 2006.</p>		

**1. Respect des conditions**

Respects des conditions préalables au premier décaissement : Les conditions préalables ont été toutes remplies le 12 mai 2006, soit 6 mois après l'approbation du projet et 3 mois après la signature du protocole de don. La performance est satisfaisante.

Respect des conditions générales : Les rapports d'avancement sont transmis régulièrement et dans les délais à la Banque. La consultation de l'audit de l'exercice de 2006 a été lancée. La performance est satisfaisante.

Respects des autres conditions : Les deux autres conditions du projet (signature des conventions avec les opérateurs retenus pour l'exécution des activités, et signature de contrat de performance entre le Gouvernement et le Coordinateur du projet, à fournir au plus tard le 31/10/2006), ne sont pas encore satisfaites. La performance est peu satisfaisante.

**2. Performances des acquisitions**

Le projet n'a pas encore acquis de biens et services. Les DAO ont été préparés et lancés globalement dans les délais prévus. En général, les DAO élaborés ont suivi les dossiers types de la Banque en la matière. Cependant, le manque de maîtrise des règles de procédures

de la Banque a entraîné quelques retards le lancement des consultations. Le respect du plan des acquisitions des biens, travaux et services est jusqu'à présent satisfaisant.

Acquisition des biens et travaux : Les biens prévus dans le rapport d'évaluation pour assurer l'exécution du projet sont en cours d'acquisition. Trois marchés ont atteint le stade d'évaluation des offres, dont deux rapports ont été déjà été communiqué en mars 2007 à la Banque pour requérir l'approbation de l'Adjudication du marché. La convention de multiplication et de diffusion des semences, à conclure avec l'INERA, est encours de signature. La performance est satisfaisante.

Acquisition des services de consultants : L'assistance technique n'est pas encore recrutée. Seulement, quelques consultations de courte durée ont été engagées pour la formation des comptables et l'élaboration des cahiers des charges des DAO. La consultation relative à l'audit de l'exercice 2006 est en cours de lancement. La performance est satisfaisante

### 3. **Performance financière**

Au 30 juin 2007, le taux de décaissement du don est de 2,7 %. La date limite du dernier décaissement du don est fixée au 31/01/2013.

Disponibilité de devises étrangères : Les dépenses en devises sont financées entièrement sur les ressources du FAD. Les prévisions de besoins en devises restent valables et leur couverture sera assurée par le don du FAD conformément au plan de financement du projet. La performance est satisfaisante

Disponibilité de monnaie locale : Le projet a connu des difficultés pour la mobilisation des fonds de contrepartie qui sont décaissés en partie. La performance est peu satisfaisante.

Flux des décaissements : Le projet a démarré en juillet 2006. Deux fonds de roulement ont été décaissés par la Banque pour le fonctionnement et le lancement des premières activités du projet qui s'exécutent conformément au calendrier prévu. La performance est relativement satisfaisante.

Gestion / recouvrement de coût : Les activités du projet viennent de démarrer et la gestion des coûts a été jusqu'à présent satisfaisante.

### 4. **Activités et réalisations**

Adhésion au calendrier d'exécution : Le calendrier d'exécution initialement prévu est globalement respecté jusqu'à présent. Toutefois, un retard, d'environ trois mois, est enregistré au niveau de la conclusion des premiers marchés d'acquisition des biens et services. La performance est peu satisfaisante.

Performance des consultants ou assistance technique : L'assistance technique n'est pas encore recrutée. Quelques consultations viennent d'être engagées et les missions y afférentes ne sont pas encore achevées.

Performance des entrepreneurs : Aucun marché n'a encore été exécuté.

Performance de la Direction du projet : L'exécution du projet se déroule normalement. Les dossiers du projet sont préparés relativement à temps et leur qualité est satisfaisante. La Direction du projet suit convenablement les activités du projet. La performance est très satisfaisante

## 5. Impact sur le développement

L'impact du projet sur le développement n'est pas encore mesurable car les activités viennent de démarrer.

Probabilité de réalisation des objectifs du projet : La réalisation de l'ensemble des activités prévues devra permettre au projet de réaliser ses objectifs. La performance est satisfaisante.

Probabilité de réalisation et de durabilité des avantages au-delà de la phase d'investissement : La durabilité des actions du projet sera garantie grâce à l'implication des partenaires et des bénéficiaires du projet dans sa mise œuvre. Cette participation permettra de renforcer l'appropriation des réalisations et la prise en charge de leur entretien ultérieur. La performance est satisfaisante.

Contribution probable du projet à l'accroissement de la capacité institutionnelle : Le projet contribuera à l'amélioration des capacités des services des ministères et des institutions concernés (Ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, du Développement rural, de la Condition féminine, de l'INERA, des IMF, des ONG, ...). La performance est satisfaisante.

## 6. Evaluation globale de la performance

Indicateurs	Conditions/engagements	Performance des acquisitions	Performance Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation Globale
Evaluation	2	2.5	2.5	2.5	3	2,5

## 7. Plan d'amélioration de la performance du projet

Problèmes	Actions requises	Responsable	Calendrier
1. Manque de maîtrise des règles de procédure d'acquisition de la Banque.	Formation du personnel du projet dans le domaine des règles de procédure d'acquisition de la Banque.	BAD	Séminaire de formation à Kinshasa en juillet 2007.
2. Les autres conditions du prêt ne sont pas toutes satisfaites.	Le Gouvernement et la CCP doivent mettre tout en œuvre pour transmettre le contrat de performance du Coordinateur et les conventions signées avec les opérateurs d'exécution.	Gouvernement- CCP	Projet du contrat transmis et approuvé par la Banque en Avril.
3. La contrepartie de 2006 est débloquée en janvier 2007. Celle de 2007 attend l'adoption du Budget de l'Etat de 2007.	Déblocage de la contrepartie de 2007 après l'adoption du Budget de l'Etat de 2007.	Gouvernement	Avant le 30/09/2007

<b>EVALUATION DU PROJET DE REHABILITATION DU SECTEUR AGRICOLE ET RURAL DANS LES PROVINCES DE KATANGA, KASAI ORIENTAL ET KASAI OCCIDENTAL (PRESAR)</b>		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
<b>A. EXECUTION DU PROJET</b>		
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	S.O	3
2. Respect des conditions générales		3
3. Respect des autres conditions		1
<b>B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS</b>		
1. Acquisition de services de consultants		3
2. Passation de marchés de biens et travaux		2
<b>C. PERFORMANCE FINANCIERE</b>		
1. Disponibilité de ressources en devises		3
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale		3
3. Flux des décaissements		2
4. Gestion/Recouvrement des coûts		2
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		-
<b>D. ACTIVITES ET REALISATIONS</b>		
1. Respect du calendrier d'exécution		2
2. Performance des consultants ou des assistants techniques		-
3. Performance des entreprises		-
4. Performance de la direction du projet		3
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b>		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		3
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet		3
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		3
4. Taux de rentabilité actuel		-
<b>F. EVALUATION GLOBABLE DU PROJET</b>		
1. Actuelle		2.50
2. Tendance future		2.80
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème  2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre  1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise  0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>		

### A.3 Etude du secteur agricole

Montant du don : 1,85 MUC Montant annulé : 0	Coût total : 2,05 MUC Sources : Don FAD : 1,85 MUC Gvt : 0,20 MUC	Montant décaissé : 0 %
Date d'approbation : 28/06/2006	Date de signature : 11/10/2006	Date entrée en vigueur 11/10/2006 Date de satisfaction des conditions du premier décaissement : 01/02/2007
Date de clôture : 31/12/2009 Nombre de supervisions : 0 Date de dernière supervision :	Organe d'exécution : Ministère de l'Agriculture – Cellule de Coordination de l'étude (CCE)	
Audit des comptes : Pas encore requis	Rapports d'activités trimestriels transmis à la Banque : Pas encore requis	
<p><b>Objectif et description</b> : L'objectif sectoriel de l'étude est d'améliorer la sécurité alimentaire du pays. Plus spécifiquement, l'étude vise à : (i) élaborer des Orientations stratégiques pour le développement du secteur agricole ; (ii) élaborer des Plans directeurs de développement agricole des provinces (PDAP) ; et (iii) formuler un Programme prioritaire de développement du secteur agricole (PDSA). L'étude couvre les 8 provinces suivantes : Bandundu, Bas-Congo, Kasai occidental, Kasai oriental, Katanga, Maniema, Equateur et Kinshasa. Elle se déroulera en trois phases. La 1ère concerne le diagnostic et orientations stratégiques, la 2<sup>nd</sup> permettra d'élaborer les Plans directeurs de développement agricole des provinces (PDAP, et la 3ème la formulation d'un Programme prioritaire de développement du secteur agricole et d'études de faisabilité des opérations prioritaires identifiées dans les provinces.</p> <p><b>Etat d'avancement</b> : Un atelier de lancement de l'étude est organisé en juin 2007. Le démarrage de l'étude suivra à partir du second semestre 2007.</p>		

#### 1. **Respect des conditions**

Respects des conditions préalables au premier décaissement : Les conditions préalables ont été remplies le 01 février 2007, soit 7 mois après l'approbation du projet. Une partie du personnel de suivi de l'étude des autres ministères concernés n'est pas encore disponible. La performance est peu satisfaisante.

Respect des conditions générales : Le démarrage de l'étude est prévu au second semestre 2007.

Respects des autres conditions : L'échéance de satisfaction de l'autre condition de l'étude, relative à la mise en œuvre des recommandations de l'étude, n'est pas encore arrivée.

#### 2. **Performances des acquisitions**

La préparation du DAO de la consultation de recrutement du bureau d'étude accuse du retard par rapport au calendrier prévu. Le projet n'a pas encore acquis de biens et services.

Acquisition des biens et travaux : Le processus d'acquisition des biens prévus dans le rapport d'évaluation pour l'exécution de l'étude n'a pas encore commencé. La performance est peu satisfaisante.

Acquisition des services de consultants : L'assistance technique n'est pas encore recrutée.

### 3. Performance financière

Il n'y a pas eu de décaissement jusqu'à présent. La date limite du dernier décaissement du don est fixée au 31/12/2009.

Disponibilité de devises étrangères : La première demande de décaissement du fonds de roulement est en cours de préparation. La performance est peu satisfaisante.

Disponibilité de monnaie locale : La contrepartie du Gouvernement dans la conduite de l'étude n'est pas encore mobilisée. La performance est peu satisfaisante.

Flux des décaissements : L'étude n'a pas encore démarré. Le compte du projet n'est pas encore ouvert et le programme de travail et le budget annuels ne sont pas encore communiqués à la Banque pour approbation. La performance est peu satisfaisante.

Gestion / recouvrement de coût : L'étude n'a pas encore démarré.

### 4. Activités et réalisations

Adhésion au calendrier d'exécution : Le calendrier d'exécution initialement prévu risque d'être dépassé si la Cellule de coordination n'engage pas dans les meilleurs délais le processus de recrutement du bureau d'étude. La performance est peu satisfaisante.

Performance des consultants ou assistance technique : L'assistance technique n'est pas encore recrutée.

Performance des entrepreneurs : Aucun marché n'est contracté.

Performance de la Direction de l'étude : Les préparatifs pour le démarrage de l'étude sont très lents. Le programme et le budget annuels de l'étude ne sont pas encore communiqués à la Banque. La performance est peu satisfaisante

### 5. Impact sur le développement

L'impact sur le développement n'est pas encore perceptible car l'étude n'est pas encore achevée.

Probabilité de réalisation des objectifs de l'étude : La réalisation de l'ensemble des activités prévues devra permettre à l'étude de réaliser ses objectifs.

Probabilité de réalisation et de durabilité des avantages au-delà de la phase d'investissement : La durabilité des actions sera garantie grâce à la volonté politique de mettre en œuvre les conclusions et recommandations de l'étude relatives au financement des projets de développement.

Contribution probable du projet à l'accroissement de la capacité institutionnelle : L'étude contribuera à l'amélioration des capacités des services des ministères et des institutions concernés (Ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, du Développement rural, de la Condition féminine, de l'INERA, des IMF, des ONG, ...) grâce à leur implication dans la

conduite de l'étude avec les experts du bureau d'étude et son suivi et la mise en œuvre de ses recommandations.

#### 6. Evaluation globale de la performance

Indicateurs	Conditions/engagements	Performance des acquisitions	Performance Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation Globale
Evaluation	1.5	1,5	1,5	1,5	N.A	1,5

#### 7. Plan d'amélioration de la performance de l'étude

Problèmes	Actions requises	Responsable	Calendrier
1. Lenteur dans la préparation des dossiers de l'étude	La Coordination de l'étude doit mettre tout en œuvre pour démarrer l'étude dans les meilleurs délais	CCE	Avant le 30/09/2007
2. Contrepartie du Gouvernement au financement du projet n'est pas mobilisée pour 2007.	Déblocage de la contrepartie pour 2007.	Gouvernement	Avant le 30/09/2007

### B. SECTEUR SOCIAL

Aperçu général : Depuis le démarrage des opérations, la Banque a fait du secteur social l'une de ses priorités parmi les interventions d'urgence, dans ce pays. En effet, dès 2002, phase où toutes les interventions étaient orientées vers les opérations d'aide humanitaire d'urgence, deux opérations avaient été approuvées dans le secteur social. Il s'agit des : i) projet d'appui au plan directeur de développement sanitaire dans la Province Orientale et ii) projet d'appui au secteur éducation. Le montant total de ces deux opérations est de 30,23 millions d'UC repartis de la manière suivante : 25 millions d'UC pour la santé et 5,23 millions d'UC pour l'éducation. Au 30 juin 2007, le montant total décaissé pour le secteur social est de 2,413 millions d'UC, soit un taux de décaissement de 8%. L'âge moyen des opérations dans le secteur social est de 3 ans. La performance générale est peu satisfaisante.

### **B.1 Santé I : Le projet d'appui au plan directeur de développement sanitaire dans la Province Orientale**

Montants approuvés Prêt FAD : 20 millions UC Don FAD : 5 millions UC Montant annulé : 0	Coût total : 27,49 millions UC Sources : FAD : 25 MUC Gouvernement : 2,49 MUC	Montants décaissés Prêt FAD : 201 278 UC (1%) Don FAD : 0
Date d'approbation Prêt et Don FAD : 17 mars 2004	Date de signature Prêt et Don FAD : 25 mai 2004	Date de mise en vigueur Prêt et Don FAD : 30 septembre 2005  Date premier décaissement : 8 juin 2005 Date limite dernier décaissement : 30 septembre 2010
Date de clôture : 30/09/2010 Nombre de supervisions : 4 Date de dernière supervision : 04 au 22/06/2007 (revue mi-parcours)		Agence d'exécution : UEP-BAD/BCECO
<u>Audit des Comptes</u> : Les audits 2005 et 2006 sont en cours		<u>Rapports trimestriels d'activités</u> : 6 rapports
<p><b>Objectifs et description</b> : Le projet vise l'objectif général du Plan Directeur de Développement Sanitaire d'améliorer l'état sanitaire et social des populations et ses objectifs spécifiques seront conformes à ceux poursuivis par le cadre stratégique national. Les activités du projet concerneront principalement la Province Orientale et auront pour but de revitaliser les zones de santé et d'assurer un système de référence de premier niveau cohérent et fonctionnel. Le projet comprendra les cinq composantes suivantes : i) Renforcement de la mobilisation communautaire en faveur de la santé ; ii) Lutte contre la maladie et protection des groupes vulnérables ; iii) Amélioration de la couverture en infrastructures sanitaires ; iv) Renforcement des capacités institutionnelles aux différents niveaux du Ministère de la santé et v) Gestion du projet.</p> <p><b>L'état d'avancement</b> du projet n'est pas performant, au vu du taux de décaissement qui est de 1% après trois années d'approbation. Les problèmes d'ordre institutionnel affectent l'exécution du projet, notamment la non-implication du Ministère de la santé dans la mise en œuvre des activités du projet.</p>		

#### **1. Respect des conditions**

Respect des conditions préalables au premier décaissement : La mise en vigueur du projet est intervenue 18 mois après son approbation par le Conseil quand toutes les conditions préalables étaient jugées satisfaisantes. La performance est peu satisfaisante.

Respect des conditions générales : Quant aux conditions générales, les rapports d'activité trimestriels sont régulièrement soumis. Par contre, le premier audit 2005 et 2006 vient d'être lancé, ceci s'explique par le faible taux de décaissement. La performance est satisfaisante.

Respect des autres conditions : Deux sur trois des autres conditions ne sont pas encore satisfaites. La fourniture à la Banque, dans les six mois suivant la date du premier décaissement, d'une copie des textes ministériels portant création des nouvelles zones de santé de la Province orientale ; dans les trois mois avant le lancement des appels d'offres relatifs aux travaux de construction et la preuve de l'affectation de terrains adéquats pour la construction de structures nouvelles dans le cadre du projet. La performance est peu satisfaisante.

## 2. Performance des acquisitions

Le démarrage du projet a été très lent en raison du manque d'expérience de l'UEP/BAD dans l'exécution pour les projets santé et généralement, les DAO élaborés ont été repris sur recommandation de la Banque.

Acquisition des biens et travaux : Les DAO relatifs à l'acquisition des biens (équipement divers, fournitures matériels bureautiques) viennent d'être examinés et nos commentaires transmis à l'UEP. Pour ce qui est des travaux, le processus de recrutement vient d'être lancé. Il y a eu un retard dans le lancement de cette activité. La performance est peu satisfaisante.

Acquisition des services de consultants et de l'assistance technique: L'assistance technique qui était prévue dans le projet sera remplacée par la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) à la demande du Gouvernement et approuvée par notre Unité de passation de marchés. Quant au recrutement des consultants nationaux, le processus a permis d'en recruter, même si les procédures n'ont pas été préalablement approuvées par la Banque. Les analyses des offres soumises par l'UEP/BAD ont connu des rejets pour non respect des dispositions du rapport d'évaluation. La performance est peu satisfaisante.

## 3. Performance financière

Le retard dans le démarrage des activités du projet ralentit les flux de décaissement. Le taux de décaissement du prêt s'élève à 1% et celui du don est nul. Aucun décaissement n'est effectué depuis juin 2005, soit près de 2 ans, ce qui qualifie le projet de candidat à l'annulation.

Disponibilité de devises étrangères : La part en devises sera couverte par le prêt et le don. Toutefois les besoins doivent être réévalués après la restructuration du projet dont la mission a eu lieu en juin 2007. La performance n'est pas satisfaisante.

Disponibilité de monnaie locale : A ce jour, le problème de la disponibilité en monnaie locale ne se pose pas encore en raison du faible taux de décaissement. En outre, malgré le retard, le gouvernement vient de verser sa contribution pour l'exercice 2006. La performance est satisfaisante.

Flux des décaissements : A ce jour un seul décaissement relatif au fonds de roulement a été effectué. La demande du second fond de roulement transmise à la Banque est en cours d'approbation. La performance est peu satisfaisante.

## 4. Activités et réalisations

Le calendrier d'exécution ne pourra pas être respecté dans la mesure où l'ensemble des activités du projet n'a pas encore démarré en raison de quelques modifications envisagées dans la conception initiale du projet.

Adhésion au calendrier d'exécution : En dépit du retard pris dans le démarrage du projet, les difficultés rencontrées lors du lancement des activités auront un impact sur le calendrier d'exécution qui devra être revu lors de la mission de revue à mi-parcours. La performance est peu satisfaisante.

Performance des consultants ou assistance technique : Le processus de recrutement du MOD qui remplacera l'assistance technique n'est pas encore lancé. Quelques consultants nationaux travaillent déjà pour le compte du projet. La performance est peu satisfaisante.

Performance des Entrepreneurs : A ce jour, aucun marché de génie civil n'a été attribué. La performance est peu satisfaisante.

Performance de la Direction du projet : Les TDR de l'UEP/BAD dans la gestion des projets sociaux au sein du BCECO restent à être clarifié. Le manque de l'expertise appelée à appuyer l'UEP, l'absence des es communications avec les ministères techniques sont des facteurs qui influencent l'exécution des projets sociaux à BCECO. Il devient donc très difficile de suivre les activités du projet sur le terrain. La performance est peu satisfaisante.

## 5. Objectifs de développement

Probabilité de réalisation des objectifs du projet : S'il arrivait que toutes les activités prévues soient réalisées, l'impact du projet dans la Province orientale sera évidente, notamment un accroissement de l'accès aux soins santé de qualité dans les trois zones sanitaires. L'appui aux programmes provinciaux de lutte contre les maladies infectieuses, notamment, le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, le programme élargi de vaccination renforcera la qualité des soins de santé primaires. La performance est satisfaisante.

Probabilité de réalisation et de durabilité des avantages au-delà de la phase d'investissement : La durabilité des résultats du projet sera garantie en raison de l'implication des populations rurales bénéficiaires dans sa mise en œuvre, notamment la construction des centres de santé. La performance est satisfaisante.

Contribution probable du projet à l'accroissement de la capacité institutionnelle Plusieurs directions du ministère de la santé, ainsi que l'IMP de Kisangani doivent bénéficier de l'appui du projet qui va donc améliorer leurs capacités. La performance est satisfaisante.

## 6. Evaluation globale

Indicateurs	Conditions/engagements	Performance des acquisitions	Performance financière	Activités et réalisations	Impact sur le développement	Evaluation globale
Evaluation	1	1	1.5	1	2	1.3

## 7. Problèmes et actions requises

<b>Problèmes</b>	<b>Actions requises</b>	<b>Responsables</b>	<b>Calendrier</b>
<p><b><u>Institutionnels</u></b> La non-implication ferme des différentes directions du Ministère de la santé dans le suivi des activités</p>	Formaliser les réunions du Comité technique de pilotage qui validera les plans d'action	Ministère de la santé & UEP/BAD	Maintenir une réunion par trimestre
<p><b><u>Organisationnel</u></b> L'absence d'un chargé de projet au sein de l'UEP/BAD, nommé par le Ministère de la santé</p>	L'affectation formelle d'un cadre permanent du Ministère de la santé au sein de l'UEP pour le suivi des activités du projet	Ministère de la santé & UEP/BAD	Avant le 31 mars 2007
<p><b><u>Opérationnels</u></b> La conception initiale du projet n'avait pas pris en compte l'environnement global de la Province, l'immensité des travaux et services envisagés</p> <p>Lenteur de la Banque dans l'examen des dossiers soumis par l'UEP sollicitant l'avis de non objection.</p>	<p>Programmer une mission de revue à mi-parcours de la Banque pour la restructuration du projet, tout en prenant en compte l'environnement physique des zones sanitaires et de la disponibilité de l'expertise locale pouvant exécuter le projet</p> <p>Réorganiser le suivi des activités du projet au niveau de la Banque.</p>	<p>BAD</p> <p>BAD</p>	<p>Avant le 30 juin 2007</p> <p>Fait</p>
<p><b><u>Financiers</u></b> La faible utilisation des ressources du Don dans le programme de lutte contre les maladies transmissibles</p>	Identifier les activités à financer dans le cadre des programmes nationaux de lutte contre les maladies prioritaires (Sida/Hiv, Nutrition, malaria Tuberculose).	UEP/BCECO et le Ministère de la santé	Avant le 30 juin 2007

**EVALUATION DU PROJET D'APPUI AU PLAN DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT SANITAIRE  
DANS LA PROVINCE ORIENTALE**

INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
<b>A. EXECUTION DU PROJET</b>	S.O	
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt		1
2. Respect des conditions générales		2
3. Respect des autres conditions		1
<b>B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS</b>		
1. Acquisition de services de consultants		1
2. Passation de marchés de biens et travaux		1
<b>C. PERFORMANCE FINANCIERE</b>		
1. Disponibilité de ressources en devises		2
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale		2
3. Flux des décaissements		1
4. Gestion/Recouvrement des coûts		so
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		so
<b>D. ACTIVITES ET REALISATIONS</b>		
1. Respect du calendrier d'exécution		1
2. Performance des consultants ou des assistants techniques		1
3. Performance des entreprises		1
4. Performance de la direction du projet		1
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b>		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		2
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet		2
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		3
4. Taux de rentabilité actuel		so
<b>F. EVALUATION GLOBALE DU PROJET</b>		
1. Actuelle		1.3
2. Tendence future		1.8
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème  2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre  1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise  0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>		

## B.2 Le projet d'appui au Secteur de l'Education (PASE)

Montant approuvé Don FAD : 5,23 millions UC	Coût du projet : 5,50 millions UC Sources : FAD : 5,23 MUC Gvt : 0,27 MUC	Montants décaissés : FAD : 2,212 MUC (42,3%) Solde FAD : 3,018 MUC
Date d'approbation : 17 mars 2004	Date de signature : 25 mai 2004	Date de mise en vigueur : 30/12/ 2004 Date premier décaissement : 9/03/2005
Date de clôture : 31/12/2009 Nombre de supervisions : 6 Date de dernière supervision : 12 au 22/12/2006		Agence d'exécution : BCECO
Audit des Comptes : Audits 2005 et 2006 reçus		Rapports trimestriels d'activités : 6 rapports transmis
<p><b>Objectifs et description du projet :</b> L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à la reconstruction du système éducatif congolais pour la mise en oeuvre des objectifs de l'Education pour tous (EPT). Les objectifs spécifiques visent : (i) l'appui à l'élaboration des réformes sectorielles et (ii) le renforcement des capacités institutionnelles de planification et de gestion du secteur. Pour atteindre ces objectifs, des activités seront menées à travers les 4 composantes suivantes : (i) appui à l'élaboration des réformes sectorielles, (ii) mise en place d'un système d'information pour la gestion de l'éducation, (iii) renforcement des capacités institutionnelles de planification, formation et gestion pédagogique, et (iv) gestion du projet</p> <p><b>L'état d'avancement</b> du projet est satisfaisant, au vu du taux d'engagement actuel de 50% après deux années d'activité.</p>		

### 1. **Respect des conditions**

Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur et au premier décaissement. Le projet a été approuvé le 17/03/2004 et le protocole d'accord signé le 25/05/2004 (date d'entrée en vigueur du don). Les conditions pour le premier décaissement ont été satisfaites le 30/12/2004, soit 8,5 mois après l'approbation.

Respect des conditions générales. Depuis le démarrage des activités, les rapports trimestriels d'activités ont été régulièrement élaborés et transmis à la Banque. Il sont en général de bonne qualité et reflètent la situation de l'évolution du projet. L'audit des comptes du projet de l'exercice 2005 a été aussi réalisé et transmis à la Banque. L'audit de 2006 est en cours de préparation.

Respect des autres conditions. Le protocole d'accord comporte une seule « autre condition » relative à l'inscription au budget annuel des ressources pour le maintien du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE). Cette condition est valable pour compter de l'année 2008 après la mise en place du SIGE.

La performance globale est satisfaisante.

### 2. **Performances des acquisitions**

Acquisition des services de consultant. Les processus de passation des marchés pour l'acquisition des services, à savoir assistance technique longue durée (UNESCO pour la mise en place du SIGE et pour diverses formations) et consultants pour diverses prestations (études

et supervision des travaux de réhabilitation, études thématiques) se sont déroulés conformément aux règles de procédure de la Banque précisées dans le rapport d'évaluation et le protocole d'accord. La performance est satisfaisante.

Acquisition des biens et travaux. Il en a été de même en général pour les acquisitions de biens et travaux. Il n'y a pas eu de modifications aux modes d'acquisition prévus. Ainsi les 4 véhicules ont été acquis par l'intermédiaire de IAPSO, l'appel d'offres national est en cours pour les travaux de réhabilitation des directions de planification des 3 ministères concernés, l'équipement informatique et de bureautique pour l'UEP ont été acquis par consultation locale de fournisseurs. L'appel d'offres national pour l'acquisition de l'équipement informatique pour le SIGE et les structures est achevé.

Les dossiers d'appel d'offres ainsi que les spécifications techniques relatives aux services, travaux et biens sont bien élaborés. On note cependant des retards dans le processus d'analyse des offres et d'adjudication et de signature des marchés. Il n'y a pas eu à ce stade de rejets de propositions d'adjudication. La performance globale est satisfaisante.

### 3. Performance financière

Disponibilité de devises. Le coût total du projet, hors taxes et hors douane, est estimé à 5,50 millions d'UC (7,92 millions de US\$) au taux de change en vigueur en décembre 2003, dont 4,59 millions d'UC (83,45%) en devises et 0,91 million d'UC (16,55) en monnaie locale. Ce coût est financé conjointement par le FAD et le Gouvernement à hauteur de 95% et 5%. La totalité des coûts en devises est prise en charge par la Banque. Il n'y a pas eu de problème lié à la disponibilité de devises. La performance est satisfaisante.

Disponibilité de monnaie locale. La prise en charge par le FAD d'une partie des dépenses en monnaie locale était opportune du fait de l'acquisition de certains travaux et biens produits localement et de la nécessité de financer certaines dépenses de fonctionnement. Les coûts en monnaie locale représentent 16,55% du coût total du projet et sont pris en charge par le FAD et le Gouvernement. La contribution de la Banque au Fonds de roulement est régulière, conformément aux demandes transmises par le Gouvernement et a permis une disponibilité suffisante de monnaie locale. Le Gouvernement a aussi versé sa contrepartie au fonctionnement et aux autres catégories de dépenses. La performance est satisfaisante.

Flux des décaissements. On note un décalage par rapport au calendrier initial. Le dernier décaissement est prévu pour le 31/12/2009. Le taux de décaissement est quelque peu faible (40%) après deux années d'exécution. Cette situation est liée essentiellement au retard dans la mise en œuvre de certaines activités prévues en raison de facteurs liés au contexte national. Toutefois le niveau d'engagement dépasse 50%.

Gestion et recouvrement des coûts. Rien à signaler sur ce plan.

Performance des co-financiers. Il n'y a pas eu d'autres co-financiers à part le Gouvernement.

La performance globale est satisfaisante.

#### 4. **Activités et réalisations**

Respect du calendrier d'exécution. Le projet dont la durée est de 3 ans, a été approuvé en mars 2004 et a démarré ses activités en mars 2005. Après plus de 2 ans d'exécution, le taux de décaissement est de 40%. Le taux d'exécution physique est estimé à 30%. La performance est peu satisfaisante.

Performance des consultants et assistants techniques. Le projet bénéficie des services de l'UNESCO dans le cadre de 2 contrats. Les prestations de service se poursuivent de manière satisfaisante globalement. Toutefois, elles ont été affectées par les perturbations liées au contexte national. Les prestations des bureaux d'études dans le cadre de l'audit des comptes de l'exercice 2005 et de la préparation des études architecturales pour les travaux de réhabilitation, et les études thématiques (en cours) sont satisfaisantes en général.

Performance des entrepreneurs. Rien à signaler au stade actuel. Ces prestations seront faites dans le cadre des travaux de réhabilitation pour lesquels l'appel d'offres national est en cours.

Performance de la Direction du Projet. Les postes suivants sont prévus dans le cadre du PASE pour appuyer le Coordonnateur de l'UEP dans la gestion du projet : Administrateur Gestionnaire, Spécialiste de la Formation, Comptable. La performance de l'UEP est satisfaisante en général. Toutefois, il reste à remplacer l'administrateur gestionnaire démissionnaire.

#### 5. **Impact sur le développement**

Probabilité de la réalisation des objectifs du projet. L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à la reconstruction du système éducatif congolais pour la mise en œuvre des objectifs de l'EPT. Plus spécifiquement, il vise à (i) appuyer l'élaboration des réformes sectorielles et (ii) renforcer les capacités institutionnelles de planification et de gestion du secteur. Les études sectorielles en cours, les formations déjà réalisées sur place et à l'extérieur à l'intention des cadres des 3 ministères bénéficiaires, la mise en place de la Cellule Technique des Statistiques de l'Education et les activités de collecte de statistiques en cours, constituent des étapes importantes vers la réalisation de ces objectifs. La mise en œuvre des recommandations des audits institutionnels des structures de planification, la prise en compte des conclusions des études thématiques en cours ainsi que le renforcement des capacités de gestion administrative et pédagogique à travers la formation de longue durée et le recyclage de plus de cadres des structures centrales et décentralisées des 3 ministères, le recyclage des inspecteurs et des enseignants, permettront d'augmenter les chances des filles et garçons d'âge scolarisable, scolarisés, déscolarisés ou non scolarisés d'avoir accès à une éducation de qualité dans le système éducatif formel ou non-formel. Ainsi le projet est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs malgré le retard au démarrage.

Probabilité de la réalisation et de la durabilité des avantages au-delà de l'étape d'investissement du projet. Les activités mentionnées ci-dessus visent le renforcement des capacités institutionnelles, base la durabilité de toutes actions ultérieures visant le développement du secteur. Par leur nature, ces activités de renforcement sont favorables à la durabilité des avantages au-delà de l'étape d'investissement.

Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles. Il s'agit essentiellement d'un projet de renforcement des capacités institutionnelles : mise en place d'un système d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) ; réhabilitation et équipement des structures de planification des 3 ministères sectoriels réalisation d'études thématiques

pour la formulations de réformes sectorielles ; formation des cadres au niveau central et décentralisé, en planification et statistiques scolaires ; formation du personnel enseignant, de gestion et de contrôle pédagogique. La contribution du projet au renforcement institutionnel est donc effective.

6. **Evaluation globale de la performance:** L'évaluation des indicateurs présentés ci-dessus permet de conclure à une performance globale satisfaisante (2,1).

Indicateurs	Conformité aux conditions	Procédures d'acquisition	Performance financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation globale
Evaluation	2	2	2	2	2,5	2,1

### 7. Problèmes et actions requises

Problèmes	Actions requises	Responsable/Calendrier
Pour diverses raisons (instabilité au niveau des ministères, changement des cadres nommés etc.), le Comité Technique de Suivi des activités du Projet présidé par le Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, créé par Arrêté ministériel n'est pas encore opérationnel.	Suite aux élections générales, les nouveaux ministères ont été mis en place en début 2007. Le Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et technique doit réunir ce Comité régulièrement. La première réunion s'est tenue le 23/04/2007.	MEPSP – 2007
Proposition de décentralisation de la gestion des services offerts par l'UNESCO dans le cadre des 2 contrats.	La question sera examinée conjointement par le Gouvernement, l'UNESCO et la mission de revue à mi-parcours de la Banque qui aura lieu en août 2007.	Août 2007

EVALUATION DU PROJET D'APPUI AU SECTEUR DE L'EDUCATION « PASE »	
INDICATEURS	NOTES
<b>A. EXECUTION DU PROJET</b>	
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	2
2. Respect des conditions générales	2
3. Respect des autres conditions	-
<b>B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS</b>	
1. Acquisition des services de consultants	2
2. Passation de marchés de biens et travaux	2
<b>C. PERFORMANCE FINANCIERE</b>	
1. Disponibilité de ressources en devises	3
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale	2
3. Flux des décaissements	2
4. Gestion/Recouvrement des coûts	2
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)	-
<b>D. ACTIVITES ET REALISATIONS</b>	
1. Respect du calendrier d'exécution	1
2. Performance des consultants ou des assistants techniques	2
3. Performance des entreprises	-
4. Performance de la direction du projet	2
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b>	
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet	2
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet	2
3. Contribution probable du projet au renforcement des	2
4. Capacités institutionnelles	3
5. Taux de rentabilité actuel	-
<b>F. EVALUATION GLOBALE DU PROJET</b>	
	2,03
1. Actuelle	2,25
2. Tendance future	
Légende :	
3	= Très satisfaisant, aucun problème
2	= Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre
1	= Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise
0	= Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise

## C. LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Aperçu général : Dans le secteur des transports, une seule opération (projet routier), d'un montant total de financement de la Banque de 52,45 millions d'UC, est en cours d'exécution. Elle représente 23,6 % du portefeuille en cours de la Banque en RDC. Aucun décaissement n'est encore opéré mais les premières acquisitions du projet sont en cours de finalisation malgré une perturbation d'environ 6 mois observée dans les activités de la Cellule Infrastructures en 2006. Globalement, la performance de l'organe d'exécution est jugée satisfaisante. Le taux de décaissement escompté à fin décembre 2007 est de 20% composés essentiellement des avances au démarrage dans le cadre des contrats passés (assistance technique, maîtrise d'œuvre, entreprises, etc).

### C.1 Projet de Réhabilitation des routes Nsele-Lufimi et Kwango-Kenge

Montant du don : 52,45 MUC Montant annulé : 0	Coût total : 58,28 MUC Sources : FAD : 52,45 MUC Gvt + Bénéf. : 5,83 MUC	Montant décaissé : 0
Date d'approbation : 19/12/2005	Date de signature : 29/12/2005	Date entrée en vigueur : 29/12/2005 Date de satisfaction des conditions du premier décaissement : 29 Juin 2007 Date premier décaissement : Août 2007 (prévue)
Date de clôture : 31/01/2010 Nombre de supervisions : 2 Date de dernière supervision : 10 au 15 mars 2007	Organe d'exécution : Cellule Infrastructures du Ministère des Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction	
Audit des comptes : Non encore requis	Rapports d'activités trimestriels transmis à la Banque : 1	
<p><b>Objectifs et description</b> : Le projet a pour objectifs de : (i) désenclaver les provinces de Bandundu, du Kasai Occidental et du Kasai Oriental ainsi que la Ville de Kinshasa et améliorer les conditions de vie des populations ; (ii) renforcer les capacités technique et opérationnelles des structures en charge du sous secteur routier ; et (iii) déterminer la solution optimale pour l'aménagement de la route Loange-Mbujimayi.</p> <p>Les principales composantes sont : a) Travaux de Réhabilitation des routes Nsele_Lufimi (94,6 km) et Kwango-Kenge (72,8 km) et le contrôle des travaux ainsi que la sensibilisation des populations. b) Appui institutionnel comprenant l'assistance technique, la formation et l'équipement en fourniture de bureau ; c) Etude d'aménagement de la route Loange-Mbujimayi, longue de 601 km ; et d) Audit des comptes</p> <p><b>Etat d'avancement</b> : Le lancement du projet a eu lieu en juin 2006 et le démarrage effectif des travaux est prévu au second semestre 2007. A fin juin 2007, les activités suivantes ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication de la note générale d'information d'acquisition des services BAD le 31 janvier 2006.</li> <li>- L'assistance technique a été recrutée et a démarré ses prestations le 16 juin 2007.</li> <li>- Acquisition des travaux <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Publication de l'avis de présélection des entreprises, le 16 octobre 2006 ;</li> <li>➤ Obtention de la non objection de la BAD concernant la liste des entrepreneurs sélectionnés le 31 janvier 2007 ;</li> <li>➤ Six entreprises ont été présélectionnées. Elles seront consultées dans le courant du mois de juillet 2007 après approbation du Dossier de consultation qui est en cours d'examen.</li> </ul> </li> <li>- Acquisition des services de contrôle et surveillance des travaux <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Publication de l'avis de présélection des bureaux pour le contrôle des travaux, le 31 octobre 2006 ;</li> <li>➤ La consultation des bureaux pré qualifiés est achevée. La consultation des bureaux pré qualifiés a été lancée. La réception des offres est prévue pour le 31 août 2007.</li> </ul> </li> <li>- Acquisition des services d'audit des comptes : La consultation restreinte de cabinets d'audit aura lieu dans le courant de juillet 2007.</li> </ul>		

## 1. **Respect des conditions**

Conditions préalables au premier décaissement : Les conditions préalables ont été toutes satisfaites, à savoir : a) la fourniture au FAD de la preuve de nomination du Coordonnateur du Projet ; et b) la Fournir au FAD de la preuve de l'ouverture d'un compte spécial destiné à recevoir les fonds de contrepartie et de son approvisionnement initial au quart de la contrepartie de la première année. Toutefois, ces conditions ont été satisfaites après plus de 12 mois. Compte tenu du retard accumulé pour le démarrage du projet, la performance est jugée peu satisfaisante.

Conditions générales : Depuis le début du projet, seul un rapport d'avancement a été soumis à la Banque. La qualité de ce rapport est jugée satisfaisante, mais la régularité de la production des rapports doit être améliorée. La performance de cette condition est peu satisfaisante.

Autres conditions : Elles concernent la fourniture au FAD au plus tard le 30 juin 2007 d'une copie de la loi portant création du FER ainsi qu'une copie du décret portant application de ladite loi. Cette condition n'est pas encore réalisée, même si le Gouvernement vient d'approuver le 12 juin 2007 le projet de loi y relatif. Ce projet de loi a été soumis au Parlement pour sa session extraordinaire du mois de juillet 2007. La performance de cette condition est jugée peu satisfaisante.

## 2. **Performance des acquisitions**

Services de consultants : L'assistance technique est recrutée et ses prestations ont démarré en juin 2007. Les règles de procédure de la Banque en la matière sont respectées.

Acquisition de biens et travaux : La liste des entreprises préqualifiées a été approuvée par la Banque et le dossier de consultation est en cours de finalisation en vue de son lancement courant juillet 2007. Les règles de procédure de la Banque en la matière sont respectées.

## 3. **Performance financière**

Disponibilités des ressources en devises et en monnaie locale (contribution du Gouvernement et co-financiers). L'alimentation du compte spécial (le quart de la contribution du gouvernement de la première année) prévue pour septembre 2006 n'a été effective qu'en janvier 2007. Le Gouvernement devrait prendre les dispositions nécessaires pour assurer la régularité du paiement de la contrepartie nationale. La performance est jugée satisfaisante.

Flux des décaissements : Aucun décaissement n'est encore fait en dehors de la première tranche de contrepartie débloquée par le Gouvernement. La performance est jugée peu satisfaisante.

Gestion des coûts /Recouvrement (conformité au cadrage budgétaire) : La première acquisition (assistance technique) donne un coût qui s'inscrit dans l'enveloppe prévue.

Performance des co-financiers : sans objet

#### 4. Activités et travaux

Respect du calendrier d'exécution : Le calendrier prévisionnel d'exécution du projet figurant dans le rapport d'évaluation a connu un retard d'environ 6 mois à cause des difficultés de fonctionnement de la Cellule Infrastructures au courant du premier semestre 2006. La performance n'est pas satisfaisante.

Performance des consultants et des assistants techniques : Les prestations de l'assistance technique ont commencé en juin 2007. Il faudra attendre le premier rapport d'activités ( fin septembre 2007) pour en évaluer la performance.

Performance des entrepreneurs : Aucun marché n'est encore attribué pour les travaux.

Performance en matière de gestion du projet : La Cellule Infrastructures, organe d'exécution du projet, assure convenablement la gestion du projet. Les dossiers d'acquisition préparés sont conformes aux dossiers type de la Banque et leur qualité est satisfaisante.

#### 5. Objectifs de développement

Probabilité de réalisation des objectifs du projet : Malgré un retard de 6 mois, la réalisation de l'ensemble des composantes du projet devra permettre d'atteindre les objectifs fixés.

Probabilité que les avantages soient atteints et maintenus au delà du projet : La durabilité des actions du projet sera garantie notamment grâce à la mise en place du FER qui financera de façon efficace et pérenne l'entretien des infrastructures réhabilitées.

Contribution probable du projet au renforcement des capacités : Le projet contribuera à l'amélioration des capacités des services du Ministère et des structures en charge des routes par la formation de 90 cadres.

Taux de rendement attendu : La rentabilité économique dun projet n'est pas affectée par le retard de 6 mois accusé par le projet. On estime que ce retard est récupérable au regard des bonnes capacités de gestion et de pilotage de la Cellule « Infrastructures » et de la qualité des entreprises préselectionnées pour les travaux de routes.

#### 6. Evaluation globale de performance

Indicateurs	Conditions/ engagements	Performance des acquisitions	Performance Financière	Activités et Réalizations	Impact sur le développement	Evaluation Globale
Evaluation	1.5	2	1.5	1.5	2.5	1.8

7. **Problèmes et actions requises**

Problèmes	Actions requises	Responsable	Calendrier
Assurer le fonctionnement de la Cellule Infrastructures pendant toute la durée du projet	Prise en charge du fonctionnement de base de la Cellule Infrastructures pendant cinq ans par le trust fund mis en place par DFID, l'Union Européenne et la Banque Mondiale dans le cadre du projet PRO ROUTES	MITPR, Bailleurs de Fonds (DFID, Banque Mondiale, UE).	1 <sup>er</sup> août 2007.  La prise en charge actuelle est assurée par les coopérations belge (CTB) et britannique (DFID).
Statut provisoire du personnel technique de la Cellule Infrastructures	Confirmation du personnel technique clé de la Cellule dans ses fonctions	MITPR, Bailleurs de Fonds	juillet 2007
Retard dans le paiement de la contrepartie nationale	Etablissement par le Gouvernement d'un calendrier de paiement de la contrepartie jusqu'à la fin du projet	MITPR, Ministère du Budget, Ministère des Finances	Fin juillet 2007
Financement de l'entretien des routes réhabilitées	Mise en place du Fonds d'Entretien Routier	MITPR, Ministère des Finances	Décembre 2007

MITPR : Ministère des Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction

<b>EVALUATION DU PROJET DE REHABILITATION DES ROUTES NSELE – LUFIMI ET KWANGO – KENGE</b>		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
A. EXECUTION DU PROJET	SO	
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt		1
2. Respect des conditions générales		2
3. Respect des autres conditions		1
B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS		
1. Acquisition de services de consultants		2
2. Passation de marchés de biens et travaux		2
G. PERFORMANCE FINANCIERE		
1. Disponibilité de ressources en devises		2
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale		2
3. Flux des décaissements		1
4. Gestion/Recouvrement des coûts		2
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		SO
H. ACTIVITES ET REALISATIONS		
1. Respect du calendrier d'exécution		1
2. Performance des consultants ou des assistants techniques		SO
3. Performance des entreprises		SO
4. Performance de la direction du projet		2
I. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		3
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet		3
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		3
4. Taux de rentabilité actuel		2
J. EVALUATION GLOBABLE DU PROJET		
1. Actuelle		1.8
2. Tendance future		2,0
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème  2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre  1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise  0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>		

## D. MULTISECTEUR

### D.1 LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

Aperçu général : Dans le multisecteur, un projet multisectoriel d'infrastructure est en cours d'exécution d'un montant total de financement de 27 millions d'UC, soit 30,68% du portefeuille en cours de la Banque. Il s'agit du PMURIS composé d'un volet de réhabilitation d'infrastructure d'eau et assainissement à Kinshasa et Boma et d'un volet de réhabilitation d'infrastructures sociales. Au 30 juin 2007, le montant total décaissé est de 4,32 millions d'UC soit 16 % du montant du prêt. L'âge de cette opération est de plus de 4 ans. Evalué dans un contexte d'urgence où le pays était en phase de sortie de crise, sans préparation suffisante, le projet a eu beaucoup de difficultés à démarrer. Il s'agit entre autres de l'absence d'études pour certains volets, de l'impossibilité d'aller sur le terrain au moment de l'évaluation pour des raisons d'insécurité, du changement fréquent des Task-Managers du projet au sein de la Banque. Les difficultés courantes rencontrées lors de son exécution ont nécessité une adaptation permanente de sa mise en œuvre, ce qui a contribué à retarder davantage son exécution, dont le taux d'exécution physique est autour de 16%. Néanmoins, le PMURIS à son achèvement aura un impact sensible sur la santé et le bien être des populations à Kinshasa et environs et à Boma.

#### Projet Multisectoriel d'Urgence de Réhabilitation des infrastructures Socio-économiques (PMURIS)

Montant du prêt : 27,00 MUC Montant annulé : 0	Coût total : 30,0 MUC Sources : FAD : 27,00 MUC Gvt + Bénéf. : 3,0 MUC	Montant décaissé du prêt : 4,322 MUC (16 %) Solde du prêt : 22,678 MUC
Date d'approbation : 20/12/2002	Date de signature : 04/06/2003	Date entrée en vigueur et de satisfaction des conditions du premier décaissement : 03/02/2004 Date premier décaissement : 28/09/2004
Date de clôture : 30/04/2007 prorogée au 31/12/2008 Nombre de supervisions : 5 Date de dernière supervision : 03/03/2007	Organe d'exécution : Bureau Central de Coordination – UEP-BAD	
Audit des comptes : Audits 2004, 2005 et 2006 en cours	Rapports d'activités trimestriels transmis à la Banque régulièrement	

Objectif et description : Le projet vise à entamer le démarrage du processus de réhabilitation et de reconstruction économique tout en assurant la pérennité à long terme. Les principales composantes sont : (a) Réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau potable; (b) Assainissement et lutte anti-érosive ; (c) Réhabilitation des infrastructures sociales et économiques ; et (d) Gestion du projet.

État d'avancement : Le taux d'avancement du projet est estimé globalement à environ 16%. La date d'achèvement a été reportée à fin 2008.

En ce qui concerne l'AEP de Boma, une reconnaissance topographique sur le terrain a été faite et les plans d'exécution ont été terminés à environ 80%, la réhabilitation des bureaux et la stabilisation des pistes d'accès aux réservoirs sont en cours. A M'Passa, trois forages d'eau sur quatre ont été réalisés et une place à vivre sur quatre est en cours de réalisation. Pour le volet PNA/ACCCO l'évacuation des immondices à Matete est exécutée à environ 80%, le dessablage des ruelles est à ses débuts, ainsi que le ramassage des déchets solides à titre pilote dans 10 communes de Kinshasa. Pour la lutte anti-érosive à Kisenso, le DAO a été envoyé à la Banque. L'étude pour le contrôle des vecteurs de maladie a démarré et les enquêtes sont réalisées à 90%. La formation du PNA/ACCCO n'a

pas démarré. Le marché de réhabilitation des services de santé de Kinshasa a été attribué mais son exécution n'a pas démarré. Pour la réhabilitation des banques de sang, l'entreprise adjudicataire du marché est en cours de déploiement. Sur 6 complexes scolaires un seul vient d'être réhabilité et les DAO relatifs aux autres ont été relancés. Les travaux de réhabilitation de six structures de l'action sociale sont en cours d'exécution. Le Consultant IGIP qui assure la surveillance et le contrôle des travaux s'est déployé au fur et à mesure de l'ouverture des chantiers et du démarrage des études.

En vue d'accélérer la mise en oeuvre du projet, le Gouvernement a adressé à la Banque une requête de la révision de la liste des biens et services, en vue de s'assurer de l'achèvement, d'ici décembre 2008, des composantes qui auront démarré. Une proposition d'avenant au contrat de PARISI pour lui permettre d'acquérir des fournitures en plus grande quantité en 2007 et faciliter l'approvisionnement des chantiers de Boma a été faite par le Gouvernement, pour rehausser le taux décaissement du projet.

## 1. **Respect des conditions**

Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur et au premier décaissement : Toutes les conditions d'entrée en vigueur et préalables au premier décaissement ont été satisfaites et le prêt a été mis en vigueur et déclaré effectif le 03/02/2004, soit après 14 mois. La réalisation de ces conditions est jugée moyennement satisfaisante.

Respect des conditions générales : Les rapports trimestriels d'activités sont régulièrement soumis à la Banque et dans les délais. Aucun rapport d'audit n'a été soumis, le recrutement du cabinet étant en cours. Il faut souligner que la préparation du dossier d'appel d'offres pour le recrutement de ce cabinet a fait l'objet de plusieurs échanges entre la Banque et le pays qui ont duré plus d'une année. La réalisation de ces conditions est jugée peu satisfaisante.

L'autre condition concernant la soumission au plus tard le 30 avril 2003 du Plan de gestion environnemental et social (PGES) n'est pas encore satisfaite. Le Gouvernement a été invité à satisfaire à cette condition très rapidement, pour éviter une suspension des décaissements. Le calendrier de réalisation de cette condition n'est pas respecté.

## 2. **Performance des acquisitions**

Les performances en matière de passation de marchés sont jugées globalement insuffisantes. Le BCECO respecte les procédures, mais une amélioration en matière de délais, surtout au niveau de la Banque, est nécessaire. L'examen des dossiers prend beaucoup de temps au sein de la Banque. La performance des acquisitions est jugée peu satisfaisante.

Services de consultants : concernant le recrutement des consultants, il y a lieu de rappeler que le recrutement de l'expert international en passation des marchés pour l'UEP BAD est attendu. La préparation et la publication de l'avis à manifestation d'intérêt ont pris beaucoup de temps, essentiellement du fait du BCECO. La performance est jugée peu satisfaisante.

Acquisition de biens et travaux : d'une manière générale l'acquisition des biens et travaux a rencontré au début certaines difficultés dues à la préparation et l'approbation des dossiers d'appels d'offres. Il faut signaler aussi que la situation politique qu'a connue le pays ces derniers six mois ont retardé le démarrage effectif de l'AEP de Boma qui représente environ 30% du prêt et dont le marché a été signé en novembre 2006. La performance est jugée peu satisfaisante.

### 3. Performance financière

Disponibilités des ressources financières (contribution du Gouvernement et co-financiers) : le rapport prévoit un montant de 3 millions d'UC, soit environ 4 millions \$ EU, comme contrepartie de l'Etat dans le projet. Au 30 juin 2007, l'Etat a versé 500 663,00 \$ EU et une demande de 1.174.000 \$ USD est dans le circuit de paiement. La performance du Gouvernement en ce qui concerne le paiement de la contrepartie est peu satisfaisante.

Disponibilités des ressources en devises : le prêt pourrait faire face sans difficulté aux besoins en devises. La performance est jugée satisfaisante.

Flux des décaissements : le taux de décaissement est faible. Il ressort de l'analyse de la mise en oeuvre du projet que cette situation est imputable à plusieurs facteurs dont : (i) la mise en vigueur tardive du prêt ; (ii) les contraintes rencontrées dans l'exécution du projet du fait de la non correspondance des données du rapport d'évaluation et de celles du terrain ; (iii) du retard mis pour rendre l'UEP-BAD opérationnelle et des lenteurs d'ensemble au sein du BCECO ; et (iv) des longs délais de traitement à la Banque. Ainsi, des tensions sur les ressources financières subsistent parfois aussi bien au sein de l'UEP/BAD que sur les chantiers, du fait de la lenteur des décaissements imputables à la fois à la Banque (contrats non saisis, décaissements lents) mais également à la faiblesse du système bancaire congolais. La performance est jugée peu satisfaisante.

### 4. Activités et travaux

Respect du calendrier d'exécution : le calendrier d'exécution du projet n'a pas été respecté. La date de clôture initiale a expiré fin avril 2007, alors que le taux d'exécution du projet n'excède pas 16 %. La performance est jugée très peu satisfaisante.

Performance des consultants et des assistants techniques : la performance du Consultant en charge de la surveillance et du contrôle des travaux ainsi que celle du Consultant ayant effectué l'étude de lutte anti-érosive de Kisenso sont jugées globalement satisfaisantes. Les autres consultants n'ont pas démarré leurs activités.

Performance des entrepreneurs : deux services de l'Etat réalisent des travaux en Régie, le SNHR pour l'AEP de Mpassa et le SNHR pour le ramassage des ordures à Kinshasa. Leur performance est jugée non satisfaisante.

Performance en matière de gestion du projet : la performance de l'UEP –BAD qui assure la gestion de ce projet est jugée faible.

### 5. Objectifs de développement

Probabilité de réalisation des objectifs du projet : la réalisation de l'ensemble des activités du projet permettra d'atteindre les objectifs du projet. En dépit du retard dans l'exécution du projet, la probabilité de réalisation des objectifs demeure élevée.

Probabilité que les avantages soient atteints et maintenus au delà du projet : les efforts de sensibilisation qui sont réalisés permettront de rendre durables les impacts positifs du projet au-delà de la phase d'exécution. Elle est jugée acceptable.

Contribution probable du projet au renforcement des capacités : le projet permettra de renforcer les capacités du PNA/ACCCO, du SNHR, du Ministère de la Santé, des Entreprises nationales en matière de travaux, des bureaux d'études impliqués en matière d'études et du BCECO en matière de gestion des projets. Elle est jugée satisfaisante.

## 6. Evaluation globale de performance

Indicateur	Conditions/engagements	Performance des acquisitions	Performance Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation Globale
Evaluation	1	1	1,5	1,5	2	1,25

## 7. Problèmes et actions requises

Problèmes	Actions requises	Responsable	Calendrier
Non respect de la condition autre concernant le PGES	Demander au Gouvernement de compléter le financement du PGES	Ministère Environnement	15 Mai 2007 Fin de l'étude (non réalisé)
Retard du démarrage du chantier de BOMA	Demander à l'Entreprise PARISI de démarrer le chantier	BCECO	31 mars 2007 (réalisé)
Besoin de renforcer l'assainissement de Matete	Examiner la possibilité de financer le curage des canalisations d'égouts dans le quartier dans le cadre de la révision de la liste des biens et services	IGIP/BCECO/BAD	31 Mai 2007 (non réalisé)
Retard des travaux de l'AEP de Mpasa	Réalisation des forages restants et des places à vivre en prenant soin de respecter les normes techniques admises	SNHR/BAD	Septembre 2007 (non réalisé)
Besoin de révision de la liste des biens et services	Examen et approbation de la requête	BCECO/BAD	20 Mars 2007 (réalisé)
La date limite du dernier décaissement expire le 30/04/2007	Examen et approbation de la requête de prorogation de la date limite de dernier décaissement	BAD	31 mars 2007 (réalisé)
Manque de coordination à la Banque entre le volet social et le volet infrastructure du projet	Mise en œuvre effective de la coordination des départements impliqués dans le projet	BAD	Immédiate Mission de supervision conjointe en juillet 2007
Difficultés de paiement des petits contrats	Mise en place d'un moyen souple de paiement de ces contrats	BAD	A compter du 17/04/07 (système mis en place)
Retard du recrutement du nouvel expert en passation des marchés après le départ du premier expert depuis octobre 2006	Lancement de la procédure de recrutement d'un expert international en passation des marchés	BCECO	A réaliser avant 15/06/07 (non réalisé)
Audits 2004/2005/2006 non produits	Recrutement de l'auditeur en cours	BCECO	A réaliser avant fin juin 2006 (non réalisé)

<b>EVALUATION DU PROJET MULTISECTORRIEL D'URGENCE DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SOCIO ECONOMIQUES (PMURIS)</b>		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
<b>A. EXECUTION DU PROJET</b>		
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt		2
2. Respect des conditions générales		1
3. Respect des autres conditions		1
<b>B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS</b>		
1. Acquisition de services de consultants		1
2. Passation de marchés de biens et travaux		1
<b>C. PERFORMANCE FINANCIERE</b>		
1. Disponibilité de ressources en devises		2
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale		1
3. Flux des décaissements		1
4. Gestion/Recouvrement des coûts		-
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		-
<b>D. ACTIVITES ET REALISATIONS</b>		
1. Respect du calendrier d'exécution		1
2. Performance des consultants ou des assistants techniques		2
3. Performance des entreprises		1,5
4. Performance de la direction du projet		1,5
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b>		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		2
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet		2
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		2
4. Taux de rentabilité actuel		-
<b>F. EVALUATION GLOBABLE DU PROJET</b>		
1. Actuelle		1,25
2. Tendance future		1,8
Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème 2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre 1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise 0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise		

## D.2 REFORMES MACRO-ECONOMIQUES ET BONNE GOUVERNANCE

Aperçu général : Dans le domaine des réformes macro-économiques et de la bonne gouvernance, deux projets de renforcement des capacités sont en cours d'exécution ( PAIM et PARER ) pour un montant total de financement de 6,23 millions UC, soit 3,5 % du portefeuille en cours. Au 30 juin 2007, le montant total décaissé est de 2.590.616 millions UC, soit un taux de décaissement de 41 %. L'âge moyen des projets est de 3,7 ans. Compte tenu des retards enregistrés, la date limite du dernier décaissement pour les deux projets a été prorogée d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2007.

### D.2.1 Projet d'appui institutionnel multisectoriel « PAIM »

Montant du don : 3,230 MUC	Coût total : 3,40 MUC Financement : • FAD : 3,230 MUC • Gvt : 0,170 MUC	Montant décaissé sur le don : 1.359.779,33 UC ( 42%). Solde : 1,870,220.67 UC
Date d'approbation : 13/11/2002	Date de signature : 4/06/2003	Date de mise en vigueur et satisfaction des conditions préalables du premier décaissement : 01/10/2003 Date du premier décaissement : 25/02/04
Date de clôture : prorogée au 31/12/2007 Nombre de supervisions : 5 Date dernière supervision : 16 au 24 /03/07	Organe d'exécution : BCECO – UEP/BAD	
Audit des comptes : Tous les audits reçus. Dernier audits 2006 reçu en juin 2007. Rapport exercice 2006 transmis à la Banque	Rapports d'activité transmis à la Banque : 9 rapports	
<p><u>Objectifs et description</u> : le projet vise à renforcer les capacités de gestion du développement de l'Administration publique dans la mise en œuvre d'une politique de réduction de la pauvreté. Les trois composantes sont les suivantes : (a) Renforcement des capacités de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques macro-économiques et sectorielles ; (b) Renforcement des capacités d'élaboration et de suivi – exécution du programme d'investissements publics et celles de la mise en œuvre du PMURIS, et ; (c) l'amélioration de l'environnement institutionnel et réglementaire du développement du secteur privé.</p> <p><u>Etat d'avancement</u> : L'exécution du projet a connu un retard, essentiellement dû à la faible capacité des institutions bénéficiaires du projet à exprimer les besoins en matière de formations et à élaborer les TDR y relatifs. Suite à ce retard, la date du dernier décaissement du projet a été prorogée du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007. L'âge du projet est de 3 ans et 6 mois. Un deuxième avenant a été signé avec BDPA pour permettre à l'assistance de poursuivre son travail.</p>		

#### 1. **Respect des conditions**

Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur et au premier décaissement : les conditions prévues ont été satisfaites, mais avec retard ;

Respect des conditions générales : les rapports trimestriels sont en général de qualité satisfaisante et les rapports d'audits ont été soumis ;

Respect des autres conditions : RAS

## 2. Performance des acquisitions

De manière générale, les règles de procédure de la Banque ont été respectées. Il faut toutefois souligner les nombreux retards enregistrés dans l'élaboration et le traitement des DAO. Les coûts sont en général surévalués et de nombreux appels sont infructueux, ceci dû en partie à des défaillances dans l'information des entreprises et des cabinets. De nombreux contrats approuvés sont également signés et mis en œuvre en retard.

Services de consultants. L'assistance technique internationale et les homologues ont été recrutés. Le projet a rencontré des difficultés dans le recrutement des experts pour le PIP à cause de la rareté de tels experts sur le marché. Un contrat a été signé en septembre 2004 avec le BDPA France pour mettre à la disposition du gouvernement deux experts en gestion des projets et en programmation des investissements publics initialement pour 20 mois. Le montant de ce contrat était de 527.124 USD. A cause du retard enregistré dans l'exécution du projet, un premier avenant a été signé avec l'accord de la Banque pour un montant de 124.125 USD afin de permettre à l'assistance technique (deux consultants internationaux et 4 locaux) de poursuivre son travail jusqu'au 31 décembre 2006. Le 29 janvier 2007, la Banque a reçu une nouvelle requête du gouvernement sollicitant la signature d'un deuxième avenant au contrat avec le BDPA pour permettre à l'assistance technique de poursuivre son travail pendant trois mois supplémentaires, et la prorogation du contrat de trois des quatre consultants nationaux jusqu'à la fin du projet en décembre 2007. Compte tenu du calendrier politique de l'année 2006 (les différentes élections) qui a contribué à retarder l'exécution du projet, notamment la mise en œuvre des activités de programmation des investissements publics et l'élaboration des politiques sectorielles prioritaires, la Banque a approuvé la requête d'avenant le 30 mars 2007. Ces experts ont repris leurs activités depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007. La durée totale du deuxième avenant est de 6 personnes-mois pour les internationaux que le gouvernement se propose d'utiliser avec flexibilité en fonction de la programmation de ses activités. Les trois consultants nationaux qui sont pris en charge sur la contrepartie, poursuivront leurs activités jusqu'à fin 2007 (clôture du projet). Formations et ateliers. Ont été réalisés : 3 formations et un voyage d'étude en Afrique du Sud. Quatre autres formations sont programmées. De manière générale, les formations ont pris du retard. En décembre 2006, le taux d'engagement dans ce domaine n'était que de 22%. Depuis lors, deux autres avis de non objection ont été émis pour le perfectionnement en informatique et pour un séminaire sur l'analyse et la gestion de la dette intérieure.

Fonds d'études. Le fonds de pré-investissement a permis jusqu'ici le financement de 3 études (étude de faisabilité du PROMIDEL, plan de gestion environnemental du PARSAR et études techniques AEPA dans le cadre de l'appui au PEMERUS. Un avis de non objection a également été octroyé pour le financement d'une étude topographique d'AEPA en milieu rural et péri-urbain à réaliser par la REGIDESO. Audit. Toutes les missions d'audit prévues ont eu lieu.

Acquisitions de biens. La plupart des équipements ont été acquis. Le reste est en cours. Mais des DAO ont dû être relancés à plusieurs reprises à cause du peu d'empressement des entreprises locales à répondre aux consultations.

### 3. Performance financière

Disponibilité des ressources en devises. Elle est satisfaisante. La Banque a décaissé à ce jour un montant total de 1.359.779,33 UC. Le reliquat disponible s'élève à 1.870.220,67 UC et doit permettre de couvrir les besoins en devises des activités restantes jusqu'à la clôture du projet.

Disponibilité des ressources en monnaie locale. Elle est également satisfaisante. Le gouvernement a décaissé la totalité de la contrepartie.

Flux des décaissements. Les décaissements sont en rapport avec l'avancement du projet dont le rythme est lent.

Gestion des coûts. Elle est conforme au budget alloué, et les risques de dépassement sont maîtrisés malgré l'augmentation des prix de certains biens par rapport à l'évaluation. La performance est moyennement satisfaisante.

### 4. Activités et travaux

Respect du calendrier d'exécution. Il est globalement peu respecté. La durée du projet a dû être prorogée.

Performance des consultants et des assistants techniques. Elle est globalement satisfaisante, mais a été perturbée par le calendrier électoral et les changements institutionnels qui en découlent.

Performance des entrepreneurs. Malgré une satisfaction globale, quelques défaillances ont été relevées au niveau de la fourniture d'équipements par les entreprises nationales.

Performance en matière de gestion du projet. Elle est globalement satisfaisante. Toutefois, une meilleure maîtrise des règles de procédure de la Banque est souhaitée.

### 5. Objectifs de développement

Probabilité de réalisation des objectifs du projet. Probable

Probabilité que les avantages soient atteints et maintenus au-delà du projet. Probable. Les agents de l'Etat formés continueront à exercer leur métier, notamment compte tenu de l'évolution institutionnelle positive qui s'opère dans le pays.

Contribution probable du projet au renforcement des capacités. Probable vu le nombre de cadres de l'Etat formés.

### 6. Evaluation globale de performance

Indicateurs	Conditions/engagemen	Performanc des acquisit	Performanc Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation Globale
Evaluation	2	1.5	1.5	1.5	2	1.7

7. **Problèmes et actions requises**

Problèmes	Actions requises	Responsable	Calendrier
Retard et absence d'un plan cohérent et d'un schéma de formation	Elaborer un plan cohérent de formation et d'un schéma de mise en œuvre.	UEP/BAD	Août 2007
Fin contrat assistance technique et consultants nationaux	Prorogation des contrats	UEP/BAD - BAD	Réalisée le 30 mars 2007
Contrats non encore signés	Accélérer la procédure de signature des contrats qui ont obtenu un avis de non objection de la Banque.	UEP/BAD	Août 2007
Multiplicité de petits DAO	Procéder au regroupement des DAO par types de formation	UEP-BAD	Août 2007
Utilisation fréquente des consultants individuels	Privilégier les cabinets et firmes en lieu et place des consultants individuels	UEP-BAD	Sans délai
Retards dans l'examen par la BAD des dossiers	Améliorer le traitement des dossiers et l'octroi des non objection	BAD	juillet 2007
Audit 2007	Recruter l'auditeur externe	UEP-BAD	septembre 2007

EVALUATION DU PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL MULTISECTORIEL « PAIM »		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
A. EXECUTION DU PROJET		
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt		1
2. Respect des conditions générales		2
3. Respect des autres conditions		2
B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS		
1. Acquisition de services de consultants		1
2. Passation de marchés de biens et travaux		2
C. PERFORMANCE FINANCIERE		
1. Disponibilité de ressources en devises		2
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale		2
3. Flux des décaissements		1
4. Gestion/Recouvrement des coûts		1
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		-
D. ACTIVITES ET REALISATIONS		1
1. Respect du calendrier d'exécution		2
2. Performance des consultants ou des assistants techniques		1
3. Performance des entreprises		1
4. Performance de la direction du projet		-
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		2
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet		2
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		2
4. Taux de rentabilité actuel		-
F. EVALUATION GLOBALE DU PROJET		
1. Actuelle		1.7
2. Tendance future		2.0
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème  2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre  1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise  0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>		

## D.2.2 Appui institutionnel au programme d'appui à la relance économique et à la réunification « PARER »

Montant du don : 3,0 MUC	Coût total : 3,15 MUC Financement : Don FAD : 3,0 MUC Gvt : 0,15	Montant décaissé du Don : 1.230.836,69 UC (41%) Solde : 1.769.163,31 UC
Date d'approbation : 10/12/2003	Date de signature : 15/12/2003	Mise en vigueur et satisfaction des conditions préalables du premier décaissement : 28/07/2004 Date premier décaissement : 4/5/2005
Date de clôture : 31/12/2007 Nombre de supervision : 4 Date dernière supervision : 16 au 24 /3/07	Organe d'exécution : BCECO – UEP/BAD	
Audit des comptes : Audits 2005 et 2006 reçus pour le Don. L'audit du prêt 2004/2005 en cours	Rapports d'activités trimestriels : 9	
<p><u>Objectif et description</u> : le projet vise à renforcer les capacités de gestion des finances publiques, la fonction publique, la préparation du DSCR et la réunification politique et économique du pays. Les quatre composantes sont les suivantes : (a) Améliorer l'exécution du contrôle budgétaire; (b) Recenser les effectifs de la fonction publique ; (c) Conduire des enquêtes nationales sur le seuil de la pauvreté, et ; (d) Fournir un appui aux administrations citoyennes et aux structures et aux structures de pilotage du PARER.</p> <p><u>Etat d'avancement</u> : Le Programme soutenu par le prêt est achevé en 2005. Le volet d'appui institutionnel financé par le don est encore en cours d'exécution. L'exécution de ce volet est globalement satisfaisante malgré quelques retards. Seules quelques activités de formation n'ont pas encore pu être réalisées. Suite aux retards enregistrés, la date du dernier décaissement du projet a été prorogée du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007. L'âge du projet est de 3 ans et 6 mois.</p>		

### 1. **Respect des conditions**

Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur et au premier décaissement : les conditions prévues ont été satisfaites avec retard, en raison des conditionalités croisées avec la première tranche du prêt ; La performance est moyennement satisfaisante.

Respect des conditions générales : les rapports trimestriels sont en général transmis régulièrement à la Banque et de qualité satisfaisante. Pour ce qui est des audits, celui de 2005 a été remis à la Banque en mars 2007, tandis que celui de 2006 est en cours. La performance est moyennement satisfaisante.

### 2. **Performance des acquisitions**

De manière générale, les règles de procédure de la Banque ont été respectées. Il faut toutefois souligner les nombreux retards enregistrés dans l'élaboration et le traitement des DAO. La performance des acquisitions est moyennement satisfaisante.

Services de consultants, formations et ateliers. La plupart des consultants pour les formations ont été recrutés. Les contrats des formations ci-après ont été approuvés : formation en informatique , formation en informatique spécifique, ainsi que la vulgarisation du DSRP et la tenue d'ateliers provinciaux. Le consultant pour le recensement des effectifs de la fonction publique ne sera pas recruté, cette activité ayant été financée entretemps par l'Afrique du Sud. Le gouvernement souhaite remplacer cette activité par une *Etude sur la rationalisation de la*

*fonction publique* qui sera basée sur les données du recensement qui doivent servir de base à cette étude. Pour éviter de reprendre l'ensemble du processus, le gouvernement souhaite négocier directement avec le consultant déjà sélectionné dans le cadre du recensement et dont le profil correspond au travail demandé. Toutefois, la situation institutionnelle ayant changé avec la mise en place d'un nouveau gouvernement, les TDR et la méthodologie retenue, doivent être revus et adaptés au nouveau contexte post-électoral. Cette adaptation doit être la condition pour que la Banque accepte de financer cette étude.

Le gouvernement souhaite également réaliser une *Etude sur la violation des droits humains* dans les provinces du Nord et Sud Kivu, la Province orientale, l'Equateur et le Bandudu. Le gouvernement propose que compte tenu de la sensibilité du sujet, qu'elle soit réalisée par une ONG nationale spécialisée dans ce type d'activité dans les zones de guerre, l'Institut de Formation et d'Etudes Politiques. La Banque (EDRE) a donné un avis favorable sur le plan de l'étude proposé par l'ONG. S'agissant du changement de mode d'acquisition, l'avis d'ORPU doit au préalable être sollicité avant un avis de non objection de la Banque. Le gouvernement doit également donner la preuve que les ressources du fonds d'études sont suffisantes pour financer ce travail.

Audit. Le rapport de l'audit 2005 a été remis à la Banque en mars 2007. Des mesures doivent être prises pour la réalisation dans les meilleurs délais de l'audit 2006.

Acquisitions de biens. Tous les équipements informatiques, mobilier et fournitures de bureau prévus ont été acquis.

### 3. **Performance financière**

Disponibilité des ressources en devises. Tous les besoins en devises sont suffisamment couverts et assurés par le don. La disponibilité de ressources est satisfaisante.

Disponibilité des ressources en monnaie locale. Elle est également satisfaisante. Les besoins de ressources en monnaie locale sont suffisamment couverts par le don et les fonds de contrepartie dont le décaissement est satisfaisant.

Flux des décaissements. Les décaissements sont en rapport avec l'avancement du projet dont le rythme est lent.

Gestion des coûts. Elle est conforme au budget alloué, et les risques de dépassement sont maîtrisés malgré l'augmentation des prix de certains biens par rapport à l'évaluation. La performance est moyennement satisfaisante.

### 4. **Activités et travaux**

Respect du calendrier d'exécution. Il est globalement peu respecté. La durée du projet a dû être prorogée.

Performance des consultants. Elle est globalement satisfaisante, mais a été perturbée par le calendrier électoral et les changements institutionnels.

Performance des entrepreneurs. Malgré une satisfaction globale, quelques défaillances ont été relevées au niveau de la fourniture d'équipements par les entreprises nationales.

Performance en matière de gestion du projet. Elle est globalement satisfaisante, toutefois, une meilleure maîtrise des règles de procédure de la Banque est souhaitée.

## 5. Objectifs de développement

Probabilité de réalisation des objectifs du projet. Probable

Probabilité que les avantages soient atteints et maintenus au-delà du projet. Probable. Les agents de l'Etat formés continueront à exercer leur métier, et les équipements fournis ont contribué à améliorer sensiblement la performance des administrations concernées.

Contribution probable du projet au renforcement des capacités. Probable.

## 6. Evaluation globale de performance

Indicateurs	Conditions/ engagements	Performance des acquisitions	Performance Financière	Activités et Réalizations	Impact sur le développement	Evaluation Globale
Evaluation	1.5	1.5	2	1.5	2	1.7

## 7. Problèmes et actions requises

Problèmes	Actions requises	Responsable	Calendrier
DAO invalidés	A relancer	UEP/BAD	avril 2007
Retard de l'audit	Transmettre à la Banque les audits 2006 du don et 2004/2005 du prêt	BCECO	Avant fin Août 2007. L'audit 2006 du don reçu en juillet 2007.
Traitement des dossiers en instance	Apurer les dossiers en instance à la Banque	UEP-BAD / BAD	sans délai

<b>EVALUATION DU PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL DU PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE ET A LA REUNIFICATION « PARER »</b>		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
<b>A. EXECUTION DU PROJET</b>		
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt		2
2. Respect des conditions générales		1
3. Respect des autres conditions		-
<b>B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS</b>		
1. Acquisition de services de consultants		1
2. Passation de marchés de biens et travaux		2
<b>C. PERFORMANCE FINANCIERE</b>		
1. Disponibilité de ressources en devises		2
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale		2
3. Flux des décaissements		1
4. Gestion/Recouvrement des coûts		2
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		-
<b>D. ACTIVITES ET REALISATIONS</b>		
1. Respect du calendrier d'exécution		1
2. Performance des consultants ou des assistants techniques		2
3. Performance des entreprises		1
4. Performance de la direction du projet		2
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b>		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		2
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet		2
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		2
4. Taux de rentabilité actuel		-
<b>F. EVALUATION GLOBALE DU PROJET</b>		
1. Actuelle		1.7
2. Tendances future		2.0
Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème 2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre 1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise 0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise		

## ANNEXE 4

**RDC : TABLEAU SYNTHETIQUE DES EVALUATIONS DE PERFORMANCE PAR SECTEUR ET PROJET**

INDICATEURS	PARSAR 1	PRESAR 2	Etude agricole 3	SECTEUR AGRICOLE	Santé I 4	Appui à l'éducation "PASE" 5	SECTEUR SOCIAL	Pro jet rout ier 6	SECTEUR TRANSPORT	PMURIS 7	PAIM 8	PARER 9	MULTISE CTEURS	Moyenne Générale du portfeuille
<b>Respect des conditions</b>	1.5	2	2	<b>1.8</b>	1	2	<b>1.5</b>	1.5	<b>1.5</b>	1	2	1.5	<b>1.7</b>	<b>1.6</b>
<b>Performance des acquisitions</b>	1	2.5	1.5	<b>1.6</b>	1	2	<b>1.5</b>	2	<b>2</b>	1	1.5	1.5	<b>1.5</b>	<b>1.6</b>
<b>Performance financière</b>	1	2.5	1.5	<b>1.6</b>	1.5	2	<b>1.7</b>	1.5	<b>1.5</b>	1.5	1.5	2	<b>1.7</b>	<b>1.7</b>
<b>Activités /réalisations</b>	1	2.5	1.5	<b>1.6</b>	1	2	<b>1.5</b>	1.5	<b>1.5</b>	1.5	1.5	1.5	<b>1.5</b>	<b>1.6</b>
<b>Impact sur le développement</b>	2.5	3	-	<b>2.7</b>	2	2.5	<b>2.2</b>	2.5	<b>2.5</b>	2	2	2	<b>2</b>	<b>2.1</b>
<b>Evaluation Globale</b>	1.4	2.5	1.6	<b>1.8</b>	1.3	2.1	<b>1.7</b>	1.8	<b>1.8</b>	1.25	1.7	1.7	<b>1.7</b>	<b>1.7</b>

## ANNEXE 5

**RDC : MATRICE DES PROBLEMES COMMUNS**  
**DU PORTEFEUILLE**

<b>Problèmes communs</b>	PARSAR	PRESAR	Etude agricole	Projet routier	Santé I	Appui à l'éducation	PMURIS	PAIM	PARER
Faible capacité adm.					X		X		
Non respect des règles	X						X		
Problèmes de gestion	X				X				
Faible cap. de l'OE	X				X		X		
Difficulté à utiliser Assist. technique					X				
Retard d'exécution physique	X			X	X		X	X	X
Retard dans la mise en vigueur et 1 <sup>er</sup> décaissement				X	X		X	X	
Rapports d'activités non transmis									
Audits non transmis			NA	N.A			2005/2006		2004/2005 Prêt



## ANNEXE 7

## INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE

	2004	2005	2006	Juin 2007
<b>PERFORMANCE</b>				
Nombre de projets	7	9	10	10
Engagements FAD	134.93	222.38	224.23	223.8
Décaissements FAD				57.9
Taux de décais. FAD				25.9
Nbre de projets à problème (PP)			2	3
Nombre de projets potentiellement à problème (PPP)			1	0
% de projets à risque			34	34
<b>GESTION</b>				
Moyenne supervision / projet	1	1	1.5	1
Nombre de projets actifs	7	9	10	9
Nombre de projets supervisés	6	7	7	6
Nombre de projets évalués S ou HS	3	4	4	3
Nombre de projets évalués U ou HU	3	4	4	6
Nombre de projets restructurés	0	0	0	2
Nombre de revues à mi-parcours	0	0	0	1
Nombre de projets avec annulations (totalité ou partie)	0	0	1	0
Nombre de projets ayant plus de 2 ans de prorogation	0	0	0	1